



Patrick MOREAU

LE FPÖ AU DÉFI DE L'EUROPE : RADICALITÉ IDÉOLOGIQUE ET CONTRAINTES ÉLECTORALES EN AUTRICHE

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE

fondapol.org

Octobre 2024

FONDATION^{POUR}
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

fondapol.org

LE FPÖ AU DÉFI DE L'EUROPE : RADICALITÉ IDÉOLOGIQUE ET CONTRAINTE ÉLECTORALE EN AUTRICHE

Patrick MOREAU

La Fondation pour l'innovation politique
est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire

Vice-Président : Grégoire Chertok

Directeur général : Dominique Reynié

Président du Conseil scientifique et d'évaluation : Christophe de Voogd

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

Un think tank libéral, progressiste et européen

Née en 2004, la Fondation pour l'innovation politique s'inscrit dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Par ses travaux, elle contribue à un débat pluraliste et documenté.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation met gratuitement à la disposition de tous la totalité de ses travaux sur le site **fondapol.org**. De plus, sa plateforme **data.fondapol** permet à chacun de consulter l'ensemble des données collectées dans le cadre des enquêtes. Ses bases de données sont utilisables, dans le prolongement de la politique d'ouverture et de partage des données publiques voulue par le gouvernement. Enfin, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales, les données sont proposées dans les différentes langues du questionnaire.

Sous l'appellation « **Anthropotechnie** », la Fondation dédie une partie de ses travaux aux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme-machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales.

La Fondation pour l'innovation politique est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	9
I. UN PARTI POPULISTE ENRACINÉ DANS LA VIE POLITIQUE AUTRICHIENNE	10
1. Une brève histoire du FPÖ	10
2. Qui est Herbert Kickl le chef du parti ?	12
3. Le FPÖ en 2024 : adhérents, organisation, financement, médias, électeurs	15
II. LE FPÖ ET L'EUROPE : DÉFI IDÉOLOGIQUE ET ENJEU ÉLECTORAL	20
1. Les Autrichiens restent favorables à l'Union européenne mais le doute progresse	20
2. La défense d'une Europe « ethnopluraliste »	22
3. Une approche culturaliste que traduit la coopération internationale	25
III. LA CAMPAGNE POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE 2024	26
1. Les thèmes prioritaires dans l'opinion	26
2. Le FPÖ en campagne : immigration, sécurité, genre, État profond et Covid-19	28
3. Les concurrents du FPÖ	32
POSTFACE L'ÉLECTION AU CONSEIL NATIONAL D'AUTRICHE, 29 SEPTEMBRE 2024	38

RÉSUMÉ

L'année 2024 est, pour l'Autriche, une année électorale dense avec les élections européennes, les élections au Conseil national (l'équivalent de nos élections législatives), deux élections régionales et les très nombreuses consultations communales. Or, dans le monde, les bouleversements géopolitiques, de l'Ukraine à Gaza, la possible élection de Donald Trump à la tête des États-Unis et les risques de conflit avec la Russie ont enflammé les débats sur la sécurité et la neutralité de l'Autriche. Par ailleurs, l'inflation élevée, tout comme les mesures sur la protection du climat, sont devenues d'âpres sujets de débat. Dans ce contexte, les partis politiques autrichiens se positionnent pour les européennes. Mais il ne s'agit que d'une étape vers l'élection au Conseil national à l'automne, éventuellement à plus court terme si la coalition au pouvoir ÖVP/Verts échoue à maîtriser ces problématiques au cœur desquelles il faut ajouter la question brûlante de l'antisémitisme et les sympathies de nombre de migrants pour le Hamas. Herbert Kickl, à la tête du FPÖ, parti national-populiste, s'est proclamé « Chancelier du peuple », et a annoncé vouloir transformer radicalement le système politique autrichien, voire au-delà, celui de l'Union européenne.

Cette étude a été publiée en avril 2024 et actualisée en octobre 2024, suite aux élections au Conseil national d'Autriche le 29 septembre 2024.



Palais de la Hofburg, Vienne, Autriche, 1890

LE FPÖ AU DÉFI DE L'EUROPE : RADICALITÉ IDÉOLOGIQUE ET CONTRAINTÉ ÉLECTORALE EN AUTRICHE

Patrick MOREAU

Docteur en histoire, docteur d'État (FNSP) en sciences politiques, CNRS.

INTRODUCTION

L'Autriche va vivre en 2024 une « super-année électorale » avec les élections européennes, les élections au Conseil national, deux élections régionales (au Vorarlberg et au Steiermark) ainsi qu'avec de très nombreuses consultations communales, notamment dans les grandes villes d'Innsbruck et de Salzbourg. L'année 2024 est placée sous le signe des crises. Les bouleversements géopolitiques, de l'Ukraine à Gaza, la possible élection de Donald Trump à la tête des États-Unis et les risques de conflit avec la Russie ont enflammé les débats sur la sécurité et la neutralité de l'Autriche. L'immigration et son contrôle sont un sujet brûlant. S'y ajoutent les discussions portant sur l'antisémitisme et les sympathies pour le Hamas de nombre de migrants. La situation économique morose et l'inflation élevée sont devenues des sujets politiques récurrents, tout comme les mesures sur la protection du climat, qui font l'objet d'âpres débats. Enfin, la pandémie de la COVID-19 n'est pas encore terminée, du moins politiquement. Dans ce contexte, les partis politiques se positionnent pour les européennes, en sachant qu'il ne s'agit que d'une étape vers l'élection au Conseil national à l'automne, voire à plus court terme en cas de crise de la coalition au

pouvoir, qui contient le Parti populaire autrichien (ÖVP) et les Verts. De son côté, le Parti de la liberté d'Autriche (Freiheitliche Partei Österreichs, FPÖ)¹, parti national-populiste, prépare son arrivée au pouvoir. Son chef Herbert Kickl qui s'est proclamé « Chancelier du peuple » (*Volkskanzler*), a annoncé vouloir transformer radicalement le système politique autrichien, et, au-delà, celui de l'Union européenne.

I. UN PARTI POPULISTE ENRACINÉ DANS LA VIE POLITIQUE AUTRICHIENNE

1. Une brève histoire du FPÖ

Le FPÖ est enraciné dans le système politique autrichien². Fondé le 17 octobre 1955, le FPÖ est d'abord, dans les années 1960, le parti de représentation des anciens nazis. Pour ces raisons, il reste faible électoralement jusque dans les années 1980.

Les résultats électoraux du FPÖ au Conseil national (1956-2019, en %)

1956	6,52
1959	7,70
1962	7,04
1966	5,35
1970	5,52
1971	5,45
1975	5,41
1979	6,06
1983	4,98
1986	9,73
1990	16,64
1994	22,50
1995	21,89
1999	26,91
2002	10,01
2006	11,03
2008	17,54
2013	20,51
2017	25,97
2019	16,17

Source : Nationalratswahlen, bmi.gv.at [en ligne].

1. Sur ce sujet, voir également Patrick Moreau, *L'Autriche des populistes*, Fondation pour l'innovation politique, 2016 [en ligne].

2. Patrick Moreau, *De Jörg Haider à Heinz-Christian Strache. L'extrême droite autrichienne à l'assaut du pouvoir*, Cerf politique, Paris 2012.

Friedrich Peter, qui arrive à la direction du FPÖ en 1958, veut briser l'isolement du parti. Il décide en 1970 de ne pas rentrer en conflit avec le gouvernement minoritaire du Parti social-démocrate d'Autriche (Sozialdemokratische Partei Österreichs, abrégé en SPÖ). En 1980, son successeur, Norbert Steger, est un défenseur d'une ligne nationale-libérale. Il décide en 1983 une coalition avec le SPÖ. Durant cette phase, le FPÖ est admis en 1978 au sein de l'Internationale libérale, ce qui conduit à de fortes tensions internes entre les nationaux-allemands et les nationaux-libéraux. En 1986 lors du congrès du FPÖ à Innsbruck, Steger est battu par le jeune Jörg Haider, étoile montante du courant national-allemand. Le chancelier du SPÖ, Franz Vranitzky, met alors fin à la coalition en évoquant un « virage à droite » du FPÖ.

Haider choisit alors une politique de polarisation antisystème. Le FPÖ n'hésite plus à relativiser le national-socialisme. En 1991, Haider va trop loin et se voit destitué de son poste de gouverneur de Carinthie après avoir fait l'éloge de la « politique de l'emploi ordonnée » du Troisième Reich. Il découvre alors la question migratoire et en fait son principal cheval de bataille, ce qui entraîne en 1993 la scission du Forum libéral.

En 1999, le FPÖ obtient 26,91 % des suffrages lors de l'élection au Conseil national³. Une coalition ÖVP-FPÖ se met alors en place sous la direction du chancelier ÖVP Wolfgang Schäussel. Cette coalition provoquant un tollé international, Haider cède la présidence du parti à Susanne Riess, qui devient vice-chancelière, un montage qui mène le parti à la crise. En 2002, un conflit éclate entre Haider et Riess, cette dernière refusant le retour d'Haider à la tête du parti. En septembre 2002, largement isolée dans le FPÖ, elle décide de démissionner. Cette crise influence négativement l'opinion. L'élection anticipée au Conseil national de novembre 2002 est un désastre pour le FPÖ, qui s'effondre à 10 %. La coalition ÖVP-FPÖ reste cependant en place. En 2004, le FPÖ triomphe en obtenant 42,4 % des suffrages aux élections régionales de Carinthie. Haider redevient gouverneur du Land. Ce succès est toutefois trompeur : lors des européennes de juin 2004, le FPÖ chute à 6,31 %.

Le FPÖ entre alors dans une nouvelle phase de turbulence politique interne. Haider place sa sœur, Ursula Haubner à la tête du parti. En guise de concession à l'aile droite du FPÖ de plus en plus hostile à Haider, Heinz-Christian Strache, le chef de la fédération de Vienne, devient vice-président. Le 4 avril 2005, Haider, sachant qu'il risque de se retrouver en minorité face à Strache, décide de fonder l'Alliance pour l'avenir de l'Autriche (Bündnis Zukunft Österreich – BZÖ). Trois jours plus tard,

3. En Autriche, le pouvoir législatif émane du Conseil national, qui est la chambre basse, l'équivalent de notre Assemblée nationale, et du Conseil fédéral qui représente les régions au niveau fédéral. Ces deux chambres sont autonomes et elles forment ensemble le pouvoir législatif national.

il est exclu du FPÖ. Le 23 avril 2005, Strache devient le nouveau chef du FPÖ. Herbert Kickl prend alors en main le programme du parti et la conception des campagnes électorales. En 2008, le FPÖ revient à 17,5 % lors des élections nationales et commence à se consolider dans les Länder, à l'exception de la Carinthie, bastion électoral d'Haider. Le 11 octobre 2008, Jörg Haider meurt dans un accident de la route, ce qui entraîne l'effondrement du BZÖ.

Sous l'influence de Kickl, le FPÖ développe une politique de contacts internationaux. Il multiplie les alliances avec d'autres partis comme le Front national (FN, maintenant Rassemblement national – RN) ou le Parti de la liberté (PVV) néerlandais. Les contacts avec la Russie s'intensifient également.

Le FPÖ consolidé par Kickl double ses voix lors des élections européennes de 2009 (12,7 %) et obtient 20,4 % des suffrages en septembre 2013 à l'élection au Conseil national.

2. Qui est Herbert Kickl le chef du parti ?

Herbert Kickl est aujourd'hui le chef incontesté du FPÖ. Il dirige le parti d'une main de fer et a fait le choix d'abandonner la politique de normalisation de son prédécesseur, Strache. Très inspiré par Carl Schmitt⁴, il rêve d'une Autriche illibérale, et voit dans la politique d'Orban un modèle institutionnel⁵, ce qui explique les distances prises avec le Rassemblement national de Marine Le Pen ou Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni, mais aussi ses intenses contacts avec l'Alternative für Deutschland (AfD) qui défend la même ligne idéologique.

Herbert Kickl, marié et père de famille, est né le 19 octobre 1968, à Villach. Il a grandi dans une famille ouvrière et il a gardé de ses origines une sensibilité pour les questions sociales⁶. C'est ce qu'exprime le titre porté par le FPÖ, « Die soziale Heimatpartei » (Parti de la patrie sociale). En 1988, il choisit d'étudier le journalisme et les sciences politiques à l'université de Vienne, puis, à partir de 1989, l'histoire et la philosophie. Il commence une thèse (qui restera inachevée) sur la phénoménologie de Hegel. Parmi ses inspirateurs, il cite Platon, Luther, Rousseau et Kant et se voit comme un hégélien de droite, mais il a aussi une culture marxiste.

4. Christoph Bezemek, „Vom Primat des Politischen“, *Der Standard*, 27 janvier 2019 [en ligne].

5. Voir *Der Standard*, „Kickl lobte Orbán auf Konservativen-Konferenz CPAC “als Vorbild für viele in Europa“, 5 mai 2023 [en ligne] et „Kickl bezeichnet Orban als Vorbild auf Konservativen-Konferenz in Budapest“, OE24.TV [en ligne].

6. Paul Donnerbauer, „Wer ist Herbert Kickl?“, *Vice*, 22 décembre 2017 [en ligne].

En 1995, Herbert Kickl devient membre du FPÖ, et rapidement la plume de Jörg Haider. Par-delà les provocations verbales voulues pour choquer les adversaires du FPÖ, il devient également un des inspirateurs idéologiques de Jörg Haider. Quelques-uns de ses dérapages voulus sont célèbres. Kickl fut l'auteur des slogans « Sang viennois – trop d'étrangers ne fait de bien à personne » (*Wiener Blut – zuviel Fremdes tut niemand gut*) ; « Chez soi au lieu de l'Islam » (*Daham statt Islam*) et « L'Occident aux mains des chrétiens » (*Abendland in Christenhand*).

Ce qui frappe dans la campagne actuelle de Kickl est le recours, assumé, à une longue liste de termes empruntés au national-socialisme⁷, comme celui de « Volkskanzler » (chancelier du peuple), utilisé par Hitler dans les années trente. Bien d'autres vocables sont empruntés au national-socialisme : « traîtres au peuple », « liste de recherche des traîtres », « vieux partis », « politiciens du système », « élites internationales »⁸. S'y ajoutent les emprunts à la Nouvelle Droite d'Alain de Benoist : « Great Reset » (la grande réinitialisation), « grand remplacement », « rémigration », « Deep State » (État profond).

Avec l'appui d'Haider, puis de Strache, il va gravir tous les échelons du pouvoir au sein du FPÖ. Entre 1995 et 2001, Kickl est employé par l'académie du FPÖ. Il va se spécialiser dans la conception technique et idéologique des campagnes électorales. Ses succès lui permettent d'en devenir le directeur jusqu'en 2006. Il est aussi directeur du journal du parti *Neue Freie Zeitung* à partir de 2005. Il est nommé secrétaire général du FPÖ en avril 2005, et le reste jusqu'en janvier 2018. À ce poste, il est responsable des relations publiques et de la communication interne, une fonction clé dans la période de crise du FPÖ entre 2005 et 2009, consécutive à la scission Haider. Le 4 juillet 2016, il devient en plus président de l'Institut de formation du FPÖ (Freiheitliche Bildungsinstitut)⁹.

Strache, sans réelle culture politique, a été subjugué par Kickl. Stefan Petzner, le dernier compagnon d'Haider déclarait : « Il est le cerveau de Strache, le chef secret du parti ». De fait, chaque décision importante au sein du parti nécessitait l'accord de Kickl¹⁰.

Kickl est resté député depuis son élection en 2006 au Conseil national jusqu'à son investiture en tant que ministre fédéral de l'Intérieur le 18 décembre 2017. Il allait, comme ministre, développer une politique sécuritaire renforcée avec un recrutement massif et une augmentation des

7. Markus Sulzbacher, „Die Geschichte des Begriffs "Volkskanzler": Von Hitler bis Kickl“, *Der Standard*, 30 novembre 2023 [en ligne].

8. Hans Rauscher et Ronald Pohl, „Systemparteien“, „Volksverrat“, „Ketten brechen“ – Kickl und die Sprache der Nazis“, *Der Standard*, 21 janvier 2023 [en ligne].

9. Voir Freiheitliches Bildungsinstitut, *Unserer Geschichte* [en ligne].

10. Christian Böhmer, „Kickl als "Straches Hirn““, *Kurier*, 22 février 2012 [en ligne].

moyens de la police et faire de la lutte contre l'immigration et l'expulsion des criminels étrangers son cheval de bataille.

En mai 2019, le scandale Ibiza entraînait la rupture de la coalition turquoise-FPÖ. Le 22 mai 2019, Kickl était démis de ses fonctions de ministre de l'Intérieur¹¹. Le même mois, Kickl devenait président par intérim du club du FPÖ. Le parti était alors dirigé par Norbert Hofer, défenseur d'une stratégie de normalisation du FPÖ. Kickl pensait au contraire que le renforcement du parti passerait par sa radicalisation. Hofer, en mauvaise santé, démissionne le 1^{er} juin 2021. Sans concurrent, Kickl est élu président du FPÖ le 19 juin 2021. La crise de la Covid-19 lui offre une chance politique : il soutient les fortes résistances de la population aux mesures de santé, il se profile personnellement comme antivax et refuse le port du masque.

L'objectif de Kickl est de faire du FPÖ une machine de guerre antisystème. Il ne vise pas à établir une dictature du type III^e Reich, mais il veut remodeler sur un modèle illibéral l'Autriche et sa constitution. Pour ce faire, il doit élargir sa base électorale et utiliser toutes les faiblesses du système, mais aussi être, comme l'était Adolf Hitler, le « tambour » des sentiments collectifs. Ce dernier point peut être illustré par un exemple. Kickl a déclaré au sujet des fraternités étudiantes nationales-allemandes qui fournissent au FPÖ un grand nombre de députés et de cadres politiques : « Ce n'est pas mon monde. Mais j'ai du respect pour tous ceux qui adhèrent à cette idée », expliquait-il en 2014¹². De fait, Kickl a abandonné toute référence à cette idéologie fondatrice du FPÖ pour se définir plutôt – ce que font aussi de nombreux leader nationaux-populistes en Europe – comme patriote¹³.

Un sondage d'opinion de Gallup peut expliquer pourquoi Kickl utilise constamment ce terme : 60 % des personnes interrogées estiment qu'il existe une différence entre patriotisme et nationalisme. Alors que le patriotisme est une notion très ou plutôt positive pour plus de la moitié des personnes interrogées (56 %), seuls 19 % associent des éléments positifs au nationalisme. Les Autrichiens sont majoritairement en désaccord avec l'affirmation selon laquelle le patriotisme représente un danger pour la paix ou la démocratie. Ainsi, 60 % se montrent convaincus par le fait que le patriotisme est indispensable à l'avenir d'un pays, « une sorte de ciment qui assure la cohésion » de la société autrichienne¹⁴.

11. Hellin Jankowski, „Kurz schlägt Kickls Entlassung vor, FPÖ-Minister verlassen Regierung“, *Die Presse*, 21 mai 2019 [en ligne].

12. Oliver Pink, « Herbert Kickl: "Ich bin ja nicht Homer" », *Die Presse*, 27 avril 2014 [en ligne].

13. Sur l'histoire du passage du nationalisme allemand au patriotisme, voir Susanne Frölich-Steffen, „Die Identitätspolitik der FPÖ: Vom Deutschnationalismus zum Österreich-Patriotismus“, in *Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaft* 33 n°3, 2004.

14. Gallup Institut, „Kein Widerspruch zwischen Patriotismus und Weltoffenheit“, 12 janvier 2023 [en ligne].

3. Le FPÖ en 2024 : adhérents, organisation, financement, médias, électeurs

Le FPÖ compte aujourd'hui 60 000 membres. Il est le troisième parti d'Autriche en nombre d'adhérents, derrière l'ÖVP (environ 600 000 membres) et le SPÖ (140 000), mais devant les Verts (7 000), les Neos (3 000) et le KPÖ (2 500).

Le parti dispose de nombreuses organisations liées ou proches, dont l'importance en termes d'adhérents est quasiment inconnue. Elles servent essentiellement de bases de recrutement pour les cadres du FPÖ¹⁵. Ces organisations sont, en fonction des tensions économiques ou sociales, réactivées ponctuellement. Inspiré par le puissant mouvement de protestation des paysans allemands, Kickl a mobilisé l'organisation paysanne du parti (*Freiheitliche Bauernschaft*) et a organisé une « marche sur Vienne »¹⁶. Le porte-parole du FPÖ pour l'agriculture, Peter Schmiedlechner, a énuméré les revendications des paysans du FPÖ, qui restent un élément de la campagne européenne du parti : l'abandon du *Green Deal* afin de soutenir la production nationale, un arrêt des importations de céréales ukrainiennes, la suppression de la taxe sur les huiles minérales et de la TVA sur le diesel pour les exploitations agricoles. La « marche sur Vienne » a été toutefois un échec, une cinquantaine de tracteurs seulement se rassemblant sur la Ballhausplatz¹⁷.

Le FPÖ a les moyens de faire campagne en 2024. Il dispose de ressources légales définies dans le cadre de la loi sur le financement des partis¹⁸, mais comme sous la période Haider¹⁹ et Strache²⁰, il pourrait encore disposer de financements illégaux venus du monde des affaires et de Russie. Faute de preuves, le financement du FPÖ comprend officiellement les recettes provenant des cotisations des membres, des dons privés, les cotisations des élus et les subventions publiques d'aide aux partis. Le dernier rapport financier du FPÖ remonte à 2022 et porte sur l'année 2020 : le FPÖ disposait de plus de 39 millions d'euros pour ses activités politiques²¹,

15. Parmi les plus importantes : Paysannerie freiheitlich (Freiheitliche Bauernschaft), Travailleurs freiheitlich (Freiheitliche Arbeitnehmer - FA), Initiative des femmes freiheitlich (Initiative Freiheitlicher Frauen - IFF), Cercle autrichien des seniors (Österreichischer Seniorenring - ÖSR), Anneau de la jeunesse freiheitlich d'Autriche (Ring Freiheitlicher Jugend Österreich - RFJ), Anneau des étudiants freiheitlich (Ring Freiheitlicher Studenten - RFS), Anneau des opérateurs économiques freiheitlich (Ring Freiheitlicher Wirtschaftstreibender - RFW), Anneau des écoliers freiheitlich (Freier Schüler Ring - FSR).

16. Melanie Klug, « Bauernproteste: Totschnig sieht EU gefordert », *Die Presse*, 19 janvier 2024 [en ligne].

17. Moritz Ablinger, « Verschwörungstheoretiker dominieren FPÖ-Bauernprotest in Wien », *Profil*, 19 janvier 2024 [en ligne].

18. Parlement Österreich, « Was ist neu im Bereich der Parteienfinanzierung? », 20 janvier 2023 [en ligne].

19. Ralf Leonhard, « System Haider demaskiert sich selbst », *Taz*, 26 juillet 2012 [en ligne].

20. Michael Bachner et Raffaella Lindorfer, « Korruptionsjäger contra FPÖ: Parteipenden-Ermittlung läuft weiter », *Kurier*, 22 novembre 2019 [en ligne].

21. Rechnungshof Österreich, « Rechenschaftsbericht 2020 der FPÖ veröffentlicht », 22 juillet 2022 [en ligne].

une somme qui lui permet d'entretenir un important appareil et de mener de vastes campagnes électorales et médiatiques.

La force actuelle du FPÖ repose aussi sur la construction d'un empire médiatique d'une remarquable efficacité. La construction des médias alternatifs du FPÖ s'est déroulée sous le contrôle de Kickl. Ce dernier a inventé FPÖ-TV en 2012, bien avant les autres partis. Outre les médias appartenant au FPÖ comme le *Neue Freie Zeitung* et FPÖ-TV, le réseau de médias proches du FPÖ est en pleine expansion. Parmi les magazines et les sites Web, on compte par exemple Exxpress, jadis proche de l'ÖVP, qui s'est rapproché du FPÖ, Info Direkt, le *Freilich Magazin* qui offre une tribune aux identitaires ; la chaîne en ligne AUF1, un des médias les plus importants et proche du FPÖ, mais aussi unzensuriert.at, *Wochenblick*, *Alles Roger*, le canal YouTube Österreich zuerst, Festung Österreich sur Telegram et *Zur Zeit*²².

L'analyse de la fréquentation des sites de ces journaux montre une très forte augmentation du nombre d'abonnés pendant la pandémie. En 2016, la FPÖ-TV n'avait que 14 000 abonnés sur YouTube. Au printemps 2020, elle en avait 40 000 ; en janvier 2021, 86 000 ; et en octobre 2023, 200 000. Elle enregistre, depuis sa création en 2012, 133 millions de vues. À titre de comparaison, la chaîne YouTube de l'ÖVP compte 32 600 vues et 1 180 abonnés²³. Parmi les autres vecteurs importants, 31 700 personnes sont abonnées au canal Telegram de Herbert Kickl, et on compte environ 21 000 personnes abonnées au site du FPÖ, Forteresse Autriche, dédié à l'immigration. Le FPÖ a également développé la page Facebook du chef du parti, suivi par 275 000 personnes. Sur Instagram, il compte 61 200 abonnés, ainsi que 56 800 sur TikTok. Cette stratégie a porté ses fruits : une partie grandissante des sympathisants du FPÖ, estimée à près de 40 %, s'informe désormais en recourant aux seuls médias FPÖ²⁴.

L'analyse des sondages sortie des urnes de l'institut SORA²⁵ permet de dresser le portrait des électeurs du FPÖ depuis 2019. Le FPÖ est plus choisi par les hommes, âgés entre 30 et 59 ans. Cependant, ce *gender gap* s'est réduit lors des dernières élections régionales. Le parti est fort, voire majoritaire, chez les ouvriers et les salariés en apprentissage. Plus le niveau d'éducation est élevé, moins le FPÖ trouve d'électeurs. Enfin, le parti est plus populaire auprès des personnes interrogées qui rencontrent des difficultés économiques.

22. Ingrid Brodnig, „Populistische Medienstrategie: Die FPÖ rüstet nach“ Profil, 4 octobre 2023 [en ligne].

23. Horizont Redaktion, „Herbert Kickl und die FPÖ dominieren die sozialen Medien weiterhin“ Horizont, 6 novembre 2023, [en ligne].

24. Daniel Bischof, „Wie Kickls FPÖ die Macht der traditionellen Medien bricht“ Die Presse, 22 septembre 2023 [en ligne].

25. Sora, Wahlanalysen [en ligne].

Les raisons du vote FPÖ sont avant tout programmatiques. Le rejet des autres partis est aussi une dimension importante. Les têtes de liste FPÖ, tout comme le travail du parti, ne jouent qu'un rôle secondaire pour les personnes interrogées.

Dans les régions, le FPÖ dispose d'un ancrage électoral souvent très fort. Lors des élections régionales anticipées au Tyrol le 25 septembre 2022, le FPÖ regagne du terrain pour la première fois depuis plus de quatre ans. Cette tendance positive se poursuit lors des élections régionales en Carinthie du 5 mars 2023, en Basse-Autriche le 29 janvier 2023 (+ 9 %) et à Salzbourg le 23 avril 2023 (+ 5,7 %). Parmi les raisons de ces gains électoraux et de la première place du FPÖ dans les sondages, on compte la mise en accusation de l'ex-chancelier Kurz, les affaires de corruption de l'ÖVP, la crise interne du SPÖ, la forte inflation et la hausse des prix, ainsi qu'un vif débat sur l'asile et l'immigration. La position du parti sur la guerre en Ukraine est aussi un point important : le FPÖ réclame un règlement diplomatique de la guerre, qui impliquerait une quasi-reddition de l'Ukraine, et fait campagne contre l'arrivée de réfugiés ukrainiens, et contre tout soutien de l'Autriche, y compris humanitaire, à l'Ukraine.

Les résultats régionaux du FPÖ (2019 – 2024, en % des suffrages exprimés)

Région	Date	Score
Styrie	2019	17,49
Vorarlberg	2019	13,93
Burgenland	2020	9,79
Vienne	2020	7,11
Haute-Autriche	2021	19,77
Tyrol	2022	18,84
Carinthie	2023	24,53
Basse-Autriche	2023	24,19
Salzbourg	2023	25,75

Source : sites des gouvernements des *Bundesländer*.

Un électorat pessimiste. Au début de l'année 2024, les Autrichiens sont plutôt inquiets²⁶ : à la question « Envisagez-vous l'avenir proche avec optimisme et confiance ou plutôt avec inquiétude et pessimisme ? », 45 % choisissent cette dernière option (contre 20 % à la fin de l'année 2019 et 36 % à la fin de 2020, année pourtant marquée par la pandémie). En 2024, les optimistes ne sont plus que 26 %.

26. Conrad Seidl, „Österreich geht mit wenig Optimismus und viel Sorge ins neue Jahr“, *Der Standard*, 1^{er} janvier 2024 [en ligne].

À la question de savoir si le gouvernement fédéral prendra les bonnes mesures pour l'avenir de l'Autriche, 57 % des personnes interrogées se disent très inquiètes qu'il n'en soit pas capable, une augmentation forte par rapport aux années antérieures à 2024 (48 % en 2023 et 33 % en 2019). Des chiffres qui renvoient à l'appréciation négative du système et des élites politiques.

Le pessimisme économique est répandu dans la population : une personne sur deux s'attend à ce qu'une crise économique mondiale survienne en 2024 et 31 % seulement des personnes interrogées s'attendent à ce que l'Autriche connaisse une reprise économique. Ce thème est constamment exploité par le FPÖ. La crainte d'une restriction des droits démocratiques est croissante depuis plusieurs années, les proches du FPÖ craignant l'action de « puissances cachées » (*Deep State*)²⁷ et la mise en place d'une « surveillance étatique »²⁸.

En conclusion, les électeurs du FPÖ expriment un fort niveau de préoccupation dans quasiment tous les domaines, sauf en ce qui concerne le changement climatique. Au niveau international, 45 % des personnes interrogées s'attendent à un nouveau conflit armé en Europe. Seules 15 % d'entre elles croient à une solution européenne pour la répartition des réfugiés. Enfin, 85 % ne croient pas à un rapprochement entre les États-Unis et la Russie.

Question : Êtes-vous optimiste ou pessimiste pour l'année à venir ?

	« Très optimiste »	« Plutôt optimiste »	« Plutôt pessimiste »	« Très pessimiste »	Ne sais pas, pas de réponse
Ensemble des électeurs	6	42	36	12	3
Électeurs ÖVP	6	65	27	2	0
Électeurs Verts	12	43	36	4	6
Électeurs SPÖ	5	47	31	13	4
Électeurs NEOS	10	39	47	3	0
Électeurs FPÖ	4	22	44	28	3

Source : Sondage Unique Research, décembre 2022 [en ligne].

27. Eva Sager, „Drei rechtsextreme Verschwörungsmymen im Video der FPÖ-Jugend“, *Profil*, 29 août 2023 [en ligne].

28. Markus Sulzbacher, „Warum die FPÖ nun den Verfassungsschutz attackiert“, *Der Standard*, 14 septembre 2023 [en ligne].

Le profil sociologique de l'électorat FPÖ en 2019

Élections au Conseil national (élections législatives) ; Élections européennes.

	Élections législatives (2019)	Élections européennes (2019)
Hommes	21	26
Femmes	11	10
16-29 ans	20	17
30–59 ans	16	19
Plus de 60 ans	13	16
Employés	12	16
Ouvriers	48	50
Ensemble de la population active employée	19	21
Retraités	13	15
École élémentaire	21	29
Apprentissage	24	29
École secondaire sans le bac	18	16
Bac	5	5
Études supérieures	4	6

Source : Sora, sondages à la sortie des urnes cumulés, tableau simplifié [en ligne].

Le FPÖ et l'opinion autrichienne. Au niveau national, une longue série de sondages concordants font du FPÖ le premier parti en Autriche, qu'il s'agisse des élections nationales ou européennes.

Les intentions de vote pour les élections au Conseil national

Partis	Intentions de vote le 31 mars 2024 (en %)	Évolution par rapport à septembre 2019
FPÖ (Parti de la liberté d'Autriche)	28,6	+12,4
SPÖ (Parti social-démocrate)	22	+0,8
ÖVP (Parti populaire autrichien)	21	-16,5
Neos (La nouvelle Autriche et le Forum libéral)	8,8	+0,7
Les Verts	8,5	-5,4
Parti de la Bière	6,4	+6,3
KPÖ (Parti communiste)	4,5	+3,8
Divers	0,2	/

Source : Current Election Trend for Austria, PolitPro [en ligne].

II. LE FPÖ ET L'EUROPE : DÉFI IDÉOLOGIQUE ET ENJEU ÉLECTORAL

1. Les Autrichiens restent favorables à l'Union européenne mais le doute progresse

L'enquête de l'Österreichische Gesellschaft für Europapolitik (ÖGfE) en janvier 2024²⁹, indique que 66 % des personnes interrogées pensent que l'Autriche doit rester membre de l'Union européenne. Toutefois, l'analyse des 68 sondages ÖGfE réalisés depuis juin 1995 montre clairement que si les partisans de l'adhésion à l'UE ont toujours été nettement majoritaires, une dégradation est en cours depuis décembre 2019³⁰. À l'époque, seuls 8 % s'étaient prononcés en faveur d'une sortie de l'UE, contre 29 % en 2024.

L'enquête Eurobaromètre de la fin de l'année 2023³¹ nous apprend que 38 % des Autrichiens ont une image positive de l'UE, 38 % une image neutre et 24 % une image négative. En ce qui concerne le renforcement de l'action commune au niveau européen, la population est divisée. En septembre 2023 (sondage ÖGfE), 43 % des personnes interrogées – soit 8 % de plus qu'en mai 2022 – souhaitent que les États prennent davantage les choses en main. Une des revendications principales du FPÖ.

En janvier 2024, 54 % des personnes interrogées déclarent avoir une « très grande » (15 %) ou une « grande » confiance dans l'euro (39 %)³². Le nombre de personnes ayant une confiance « faible » (25 %) ou « très faible » (17 %) dans la monnaie unique s'élève à 42 %. Le FPÖ vise ce potentiel électoral composé de sceptiques et de critiques de l'euro comme de la politique financière de l'UE³³, mais a cependant abandonné l'idée d'un retour au schilling³⁴. L'axe principal actuel est la campagne contre la disparition de l'argent liquide³⁵ et l'introduction d'une monnaie virtuelle européenne.

29. Voir ÖGfE-Umfrage, „Klare Mehrheit in Österreich für EU-Mitgliedschaft, aber unklares Meinungsbild zu mehr oder weniger Europa“ [en ligne].

30. *Ibid.*

31. Eurobaromètre, standard 100 - automne 2023. L'opinion publique dans l'Union européenne, rapport national pour l'Autriche.

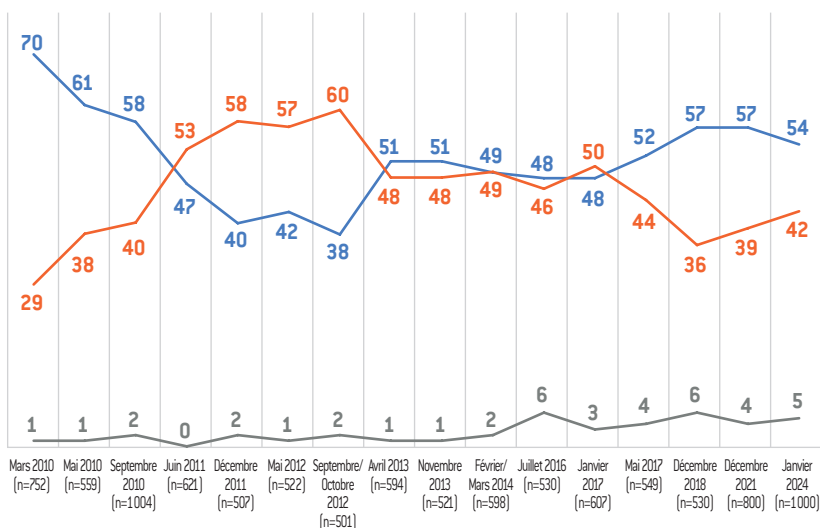
32. ÖFfE-Umfrage, *op. cit.*

33. Harald Vilimsky, „Euro: Nichts als gebrochene Versprechen“ FPÖ, 12 janvier 2022 [en ligne].

34. Walter Müller, „Parteitag: FPÖ will Schilling wieder einführen“ *Der Standard*, 7 décembre 2013 [en ligne].

35. Kronen Zeitung, „FPÖ warnt vor 5000-Euro-Bargeldgrenze“ 20 juillet 2023 [en ligne].

La confiance dans l'euro (2010 – 2024)



— Confiance
— Pas confiance
— Non-réponse / Ne sais pas

Source : „ÖGfE-Umfrage: Mehrheit vertraut der gemeinsamen Währung, digitaler Euro noch großer Unbekannter“, Österreichische Gesellschaft für Europapolitik, 9 janvier 2024 [en ligne].

Pour 49 % des Autrichiens, la hausse des prix est le problème personnel le plus important à l'automne 2023³⁶. Ainsi, 68 % des personnes interrogées par l'OEFG citent la lutte contre l'inflation comme une « priorité élevée », 23 % une « priorité moyenne » et seulement 5 % une « priorité faible ». Le souhait d'une politique d'asile et d'immigration européenne arrive en deuxième position : 59 % la jugent comme une priorité élevée, 27 % comme une priorité moyenne, tandis qu'un dixième d'entre elles la considèrent comme moins urgente.

2. La défense d'une Europe « ethnopluraliste »

L'attitude du FPÖ vis-à-vis de l'Union européenne et ses alliances avec de nombreux partis nationaux-populistes font l'objet de débats intenses depuis des décennies. L'ensemble des partis démocratiques ont accusé et accusent toujours les Freiheitlichen d'être « europhobes »³⁷. Il convient de s'interroger sur cette affirmation en tenant compte à la

36. Eurobaromètre, *op. cit.*

37. Voir « Meinel-Reisinger: „Rassistische und europafeindliche FPÖ“ », *Zeit im Bild*, 20 août 2018 [en ligne].

fois des changements d'orientations du FPÖ au sujet de la construction européenne³⁸, du programme officiel du FPÖ et des alliances de ce parti.

Le premier programme du FPÖ, en 1955 affirmait : « Nous nous reconnaissons dans l'Occident et voulons donc une alliance européenne de nations et d'États libres et égaux en droits ». Le manifeste « L'engagement de Salzbourg » de 1964 veut « promouvoir l'unification de l'Europe » et soutient la création de la CEE. Dans le programme de Bad Ischler de 1966, le FPÖ réclame « une politique économique, monétaire, sociale et scientifique paneuropéenne ». Dans le programme de juin 1985, on peut lire : « Dans la recherche d'une participation maximale de notre pays à l'intégration européenne, nous considérons également qu'une adhésion de l'Autriche à la CE – sous réserve de neutralité bien entendu – est possible et nécessaire ». Jörg Haider, devenu le chef du FPÖ en 1986, se prononce tout d'abord en faveur de l'adhésion à une Europe unie. Au début des années 1990, la position du FPÖ change radicalement, ceci pour coller à l'opinion publique. La maximisation des voix à court terme étant devenue prioritaire pour le FPÖ, Haider fait campagne avec des thèmes qui sont toujours aujourd'hui d'actualité : le droit de vote des étrangers et l'augmentation du taux de criminalité en cas d'adhésion³⁹.

Dans son programme de 1997⁴⁰, les intérêts de l'Autriche sont détachés des intérêts européens. Le FPÖ fait la différence entre l'Europe, qui repose sur une « communauté de valeurs chrétienne occidentale » et sur la « diversité de ses peuples et groupes ethniques », et l'Union européenne qui ne représente qu'une dimension de l'Europe⁴¹. Le FPÖ s'oppose explicitement à un État fédéral européen, mais se prononce néanmoins en faveur d'une Europe confédérale. Jörg Haider, réclamait une répartition claire des compétences entre le niveau européen et celui des États membres, que le FPÖ demande toujours aujourd'hui. Selon le FPÖ, les compétences européennes devraient être la protection de l'environnement, le marché intérieur, la politique étrangère et de sécurité commune, la lutte contre la criminalité transfrontalière, la stabilité de l'euro et les négociations avec les partenaires économiques mondiaux. Tous les autres domaines devraient être réglés au niveau de l'État autrichien⁴². En 2024, ces thèmes sont tous présents dans la campagne européenne du FPÖ.

38. Johannes Pollak et Peter Slominski, „Die österreichischen politischen Parteien und die europäische Integration: Stillstand oder Aufbruch?“ in Heinrich Neisser et Sonja Puntcher Riekmann (dir.) *Europäisierung der österreichischen Politik? Konsequenzen der EU-Mitgliedschaft*, 2002, pp. 177-199.

39. Johannes Pollak et Peter Slominski, *op. cit.*

40. Voir „Das Programm der Freiheitlichen Partei Österreichs. Beschlossen am 30. Oktober 1997, Kapitel III“.

41. Johannes Pollak et Peter Slominski, *op. cit.*

42. Johannes Pollak et Peter Slominski, *ibid.*

Au lendemain de la scission du BZÖ d'Haider, en avril 2005, le FPÖ n'a qu'une priorité : reconstruire le parti et regagner du terrain électoralement, une mission qui reviendra à Kickl. La question européenne passe au second plan. Les élections européennes de 2009 seront néanmoins un succès pour le FPÖ (12,70 %, soit 6,4 points de pourcentage en plus par rapport à 2004, ce qui lui permet d'obtenir 2 élus). Le FPÖ publiait pour la campagne de 2009 une mini-brochure de six pages, qui énumérait les attentes du parti : la réduction de moitié de la contribution nette de l'Autriche ; l'arrêt des aides spéciales pour la Turquie ; la possibilité pour la Cour des comptes de contrôler la politique d'aide européenne ; une réduction drastique de la bureaucratie à Bruxelles et Strasbourg ; l'arrêt des versements de transferts sociaux aux citoyens non-européens ; la fin « des absurdités bureaucratiques » comme par exemple le règlement sur les ampoules électriques⁴³. Là encore des thèmes actuels de campagne des Freiheitlichen. Le FPÖ recourait à la notion de *Leitkultur* (culture dominante) et de défense de « la langue allemande ». Il réclame un quota minimum de musique et de films en allemand à la radio et à la télévision, des subventions pour des mesures de préservation de la langue et de la culture populaire dans l'industrie du divertissement⁴⁴. Des thèmes eux-aussi toujours présents en 2024 dans la campagne FPÖ. La globalisation, les États-Unis et l'immigration étaient élevés au titre d'ennemis principaux et le sont restés en 2024. Le FPÖ veut défendre les petites et moyennes entreprises, interdire la vente des entreprises de pointe à l'étranger, assécher les paradis fiscaux pour les grands groupes de l'UE, mettre fin à « l'alignement aveugle sur la ligne des États-Unis », créer des centres d'accueil pour demandeurs d'asile en dehors des frontières de l'UE, forcer au retour dans leur pays d'origine les « chômeurs invités »⁴⁵.

En conclusion, on découvre à la lecture de ce programme de 2009 qu'il constitue encore aujourd'hui le cœur de la campagne du FPÖ en 2024. Cela ne peut surprendre : Kickl en était le concepteur en 2009 comme il l'est en 2024.

Tout comme l'État et la nation, le FPÖ définit l'Europe avant tout en fonction de l'origine ethnique et de l'identité culturelle. On retrouve ici une stratégie commune à de nombreuses formations nationales-populistes : la culturalisation de la politique. Il s'agit d'un contre-projet antidémocratique, parce que la notion de culture utilisée par le FPÖ ne renvoie pas à l'égalité de tous les individus et à la citoyenneté participative démocratique, mais à l'idéal d'une communauté fermée et autoritaire caractérisée par des

43. Voir „Der EU-Wahlkampf 2009 – am Beispiel der Freiheitlichen Partei Österreichs (FPÖ)“, Universität Wien, p.91-126 [en ligne].

44. *Ibid.*

45. *Ibid.*

« valeurs » traditionnelles. Pour le FPÖ, ce n'est pas la liberté de l'individu mais la communauté qui est au centre de la politique. Derrière le thème de l'« Europe des peuples et des groupes ethniques autochtones », on découvre une conception de la diversité dans un cadre ethnopluraliste faisant cohabiter des collectivités fermées sur elles-mêmes et excluant les « autres », en clair une conception *völkisch* et culturaliste de la citoyenneté.

3. Une approche culturaliste que traduit la coopération internationale

Le FPÖ est membre du parti européen Identité et démocratie (ID). Au Parlement européen, ce parti rassemble, au début de l'année 2024, 59 élus de 8 partis différents, venant d'Autriche (FPÖ, 3 élus) ; de Belgique (Vlaams Belang, VB, 3 élus) ; d'Allemagne (Alternative für Deutschland, AfD, 9 élus) ; d'Estonie (Eesti Konservatiivne Rahvaerakond, EKRE, 1 élu) ; de France (Rassemblement national, RN, 18 élus) ; d'Italie (Lega, 23 élus) ; de Danemark (Dansk Folkeparti, DF, 1 élu) et de République tchèque (Svoboda a přímá demokracie, SPD, 1 élu).

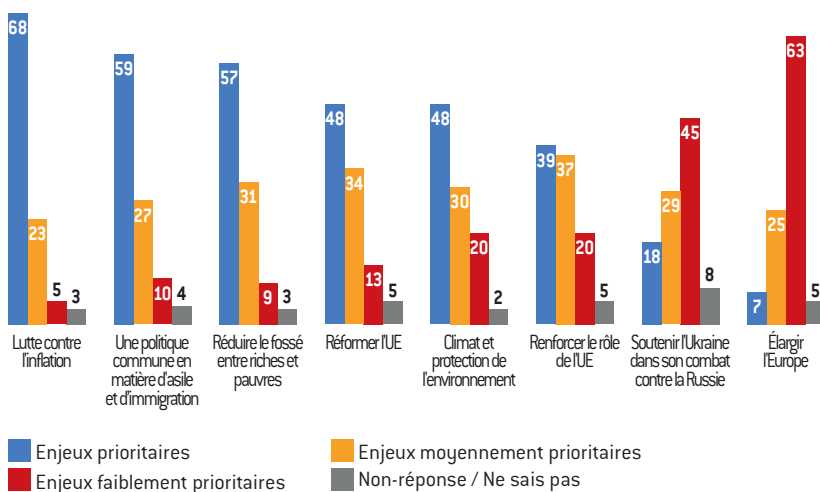
L'ethnocentrisme, au cœur des programmes de ces partis, fait qu'il leur est difficile de former des alliances durables au niveau international en raison des nombreux litiges frontaliers en Europe. Un des exemples les plus connus est la question du Tyrol du Sud qui a toujours été source de tensions entre le FPÖ et ses partenaires italiens (en particulier Fratelli d'Italia). Il existe néanmoins de nombreuses convergences idéologiques, notamment en ce qui concerne les « menaces » pesant sur les identités nationales. À l'occasion de la rencontre d'Anvers, le 23 juin 2022, ces partis adoptaient un catalogue programmatique : refus de l'introduction de listes transnationales et de l'uniformisation des lois électorales ; rejet de la mise en place de la majorité qualifiée et du mécanisme de conditionnalité ; opposition à la mise en place d'une armée européenne ; refus de la politique migratoire de l'UE.

Le FPÖ est parfaitement conscient de la faiblesse des partis européens nationalistes et eurosceptiques au Parlement européen. Le groupe Conservateurs et réformistes européens (CRE) qui rassemble 68 élus issus de 20 partis, représentant 16 pays est une fraction *a priori* proche de ID. Parmi les formations nationales-socialistes adhérentes, on trouve le Perussuomalaiset (Finlande), Fratelli d'Italia (Italie), Tēvzemei un Brīvībai/Nacionālā apvienība (Lettonie) ; Schwedendemokraten (Suède) ; Vox (Espagne) ; ANEL (Grèce), et, arrivé récemment, Reconquête ! (France). Idéologiquement, ces partis sont proches du FPÖ, bien que la russophilie et l'anti-américanisme des Freiheitlichen les distinguent. Kickl, qui spéculait sur un succès des formations nationales-populistes, espère

une union stratégique de ces partis au Parlement européen, qu'il appelle « maison commune », et dont la fonction serait de bloquer les réformes jugées négatives proposées par la Commission européenne.

III. LA CAMPAGNE POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE 2024

1. Les thèmes prioritaires dans l'opinion



Source : „ÖGfE-Umfrage: Europawahljahr 2024 – 68 Prozent sehen Bekämpfung der Teuerung als Hauptpriorität“, Österreichische Gesellschaft für Europapolitik, 20 janvier 2024 [en ligne].

Les questions climatiques ont fortement reculé, le soutien à l'Ukraine s'est affaibli et l'élargissement de l'UE (en particulier à l'Ukraine et à la Turquie) n'est guère soutenu.

Deux tiers des Autrichiens considèrent que la guerre de la Russie contre l'Ukraine constitue une menace pour la sécurité de l'UE (66 %). Une importante majorité (62 %) soutient l'imposition de sanctions économiques contre la Russie (contre 72 % en moyenne dans l'UE). Une interdiction de diffusion des médias publics russes tels que Sputnik et Russia Today est approuvée par 66 % des personnes interrogées. Concernant l'octroi d'une aide humanitaire aux personnes touchées par la guerre en Ukraine, la plupart des Autrichiens y sont favorables (83 %) ; et 78 % sont d'accord pour que leur pays accueille des réfugiés de guerre en provenance d'Ukraine. La ligne pro-russe et d'hostilité à l'immigration ukrainienne défendue par le FPÖ apparaît donc comme un facteur plutôt négatif.

À l'inverse, un sentiment de malaise vis-à-vis du système et de la politique suivie profite au FPÖ. Selon l'Eurobaromètre, 37 % seulement des Autrichiens ont le sentiment que les choses évoluent dans la bonne direction dans leur pays, tandis que 45 % pensent que les choses vont dans la mauvaise direction. Certes, 61 % d'entre eux encore sont satisfaits de la démocratie dans le pays. Néanmoins, les personnes qui n'ont pas le bac (43 %), les ouvriers (49 %) et les personnes qui rencontrent des difficultés à payer leurs factures (43 %) sont moins satisfaites de la démocratie autrichienne et ont en même temps le sentiment que leur voix n'est pas entendue (43 %). Une sociographie qui concorde avec l'analyse de l'électorat du FPÖ⁴⁶.

Un aspect important du malaise en Autriche est la question de la justice⁴⁷. En 2024, 54 % des personnes interrogées pensent que l'Autriche n'est pas globalement équitable ; quand 34 % seulement ont un avis contraire⁴⁸. Les proches du FPÖ (71 %), les sociaux-démocrates (53 %) et ceux qui ne sont proches d'aucun parti (54 %) perçoivent majoritairement la société comme injuste – alors que les partisans de la coalition au pouvoir pensent plutôt que l'Autriche est un pays équitable (58 % pour les partisans de l'ÖVP et 48 % pour ceux des Verts). À la fin de l'année 2023, APA-OMG a publié une étude sur la confiance des Autrichiens dans les institutions et les résultats reflètent ce malaise collectif⁴⁹.

46. Standard Eurobarometer 100. Die öffentliche Meinung in der EU. Länderbericht : Österreich, [en ligne].

47. Voir le sondage *Der Standard* de décembre 2022 [en ligne].

48. Voir le sondage *Der Standard* de janvier 2024 [en ligne].

49. ÖÖ Nachrichten, „Vertrauensindex: Banken, Politik und Arbeitgeber verlieren“, 29 septembre 2023 [en ligne].

Ce que les Autrichiens anticipent en 2024.

Question : Si vous pensez à l'année 2024, que pensez-vous que cette année apportera ? Je vais vous lire quelques possibilités et vous demander de me dire à chaque fois si vous vous attendez à cet événement ou si vous pensez plutôt que cela n'arrivera pas [en %]

Tableau simplifié

	Ne se produira pas	Je m'y attends
Les partis d'extrême droite progresseront dans toute l'Europe lors des élections européennes	24	76
Il y aura une crise économique mondiale	52	48
Il y aura de nouveaux conflits armés en Europe	55	45
Le rôle des États-Unis dans le monde va s'affaiblir	57	43
Aux États-Unis, Donald Trump sera réélu contre Joe Biden	59	41
Il y aura un nouvel attentat terroriste en Autriche	65	35
L'économie va s'améliorer	69	31
Les immigrés seront intégrés dans la société	72	28
Nous parviendrons à loger tous les réfugiés arrivés en Autriche	74	26
On réussira à répartir équitablement les réfugiés en Europe	85	15
Le fossé entre les riches et les pauvres se réduira	86	14

Source : *Der Standard* [en ligne].

2. Le FPÖ en campagne : immigration, sécurité, genre, État profond et Covid-19...

Le FPÖ est fortement identifié sur les thèmes de l'immigration, de l'islam et de la sécurité intérieure qui préoccupent beaucoup les Autrichiens.

L'immigration : comment les Autrichiens jugent-ils leur cohabitation avec les immigrés ? (en %)

Très bonne	4
Assez bonne	26
Plutôt mauvaise	46
Très mauvaise	19
Ne sais pas/sans réponse	5

Source : „Wie bewerten Sie das Zusammenleben zwischen Österreichern und Zuwanderern in Österreich?“, Statista, octobre 2023 [en ligne].

L'islam : comment les Autrichiens évaluent-ils la cohabitation entre les musulmans et les non-musulmans en Autriche ? (en %)

Très bonne	3
Assez bonne	19
Plutôt mauvaise	42
Très mauvaise	25
Ne sais pas, pas de réponse	11

Source : „Wie bewerten Sie das Zusammenleben zwischen Muslimen und Nicht-Muslimen in Österreich?“, Statista, octobre 2023 [en ligne].

Le débat sur l'islam et l'islamisme après les attentats terroristes de Paris en 2021 a marqué les Autrichiens : 69 % des personnes interrogées estiment que l'islam n'appartient pas à l'Autriche. Un sondage réalisé par Unique Research montre que 7 % seulement des Autrichiens sont « tout à fait » d'accord avec l'affirmation selon laquelle « l'islam fait partie de l'Autriche », tandis que 42 % répondent : "Certainement pas". Les trois quarts des personnes interrogées souhaitent que les Autrichiens qui ont combattu dans les rangs des islamistes soient déchus de leur nationalité, 5 % seulement s'y opposant catégoriquement⁵⁰.

La criminalité : Selon vous, comment la criminalité a-t-elle évolué en Autriche au cours des dernières années ? (en %)

Elle a diminué	3
Elle est restée inchangée	27
Elle a augmenté	68
Ne sais pas	1
Ne sais pas, pas de réponse	11

Source : ORF fragt, 20 mars 2024 [en ligne].

La criminalité en Autriche. Selon vous, comment la criminalité a-t-elle évolué en Autriche au cours des dernières années ?

	A diminué	Est restée inchangée	A augmenté	Pas d'indication
TOTAL	5	27	68	1
Hommes	6	11	63	
Femmes	3	24	72	1
14 à 29 ans	7	30	63	1
30 à 49 ans	6	31	63	1
50 ans et plus	3	23	73	1

Source : ORF fragt, 20 mars 2024 [en ligne].

Le sondage montre que la population est persuadée que la criminalité a augmenté ces dernières années. Cependant 89 % des personnes interrogées estiment qu'en comparaison avec d'autres pays, l'Autriche est sûre, 10 % pensent le contraire.

– **La question du genre.** Le genre est un facteur de division en Autriche. L'ÖVP du chancelier Nehammer veut par exemple interdire les caractères spéciaux utilisés pour l'écriture « non-genrée » dans l'administration. Une proposition rejetée par les Verts, mais soutenue par le FPÖ, qui réclame

50. „Für 69 Prozent gehört der Islam nicht zu Österreich“, in *Heute*, 14 septembre 2021 [en ligne].

également son interdiction dans les écoles et les universités⁵¹. Les sondages donnent raison à Kick dans son offensive antiwoke, puisque seuls 14 % des personnes interrogées se prononcent en faveur de l'utilisation de l'écriture inclusive dans l'administration⁵². Le wokisme a en effet peu de succès en Autriche : 59 % des personnes interrogées trouvent que les thèmes identitaires sont surreprésentés en politique, que celle-ci s'occupe trop de langage non genré, 43 % voient une trop grande focalisation sur les droits de la communauté LGBTQ et 39 % considèrent que le thème de la « diversité » est surreprésenté. De même, 39 % des personnes interrogées estiment que le « politiquement correct » va trop loin, 23 % le trouvent approprié et 26 % souhaiteraient qu'il soit davantage utilisé. Des différences notables apparaissent en fonction de l'âge et de l'orientation politique. Alors que les plus de 30 ans sont 42 % à penser que le « politiquement correct » va trop loin, cette proportion n'est que de 29 % chez les jeunes de moins de 30 ans. Les partisans des Verts et du SPÖ sont les plus enclins à déplorer un manque de « politiquement correct », tandis que ceux du FPÖ parlent plutôt de son excès.

– **Le thème des « puissances cachées ».** De tout temps, le FPÖ a affirmé que l'ordre du monde était dominé par des puissances cachées. Le discours actuel autour du *Deep State* est importé de l'Alt-Right américaine et fait les beaux jours des discours du FPÖ et des identitaires. Kickl exploite aussi le thème des francs-maçons. Dans deux questions parlementaires posées en décembre 2023, le secrétaire général du FPÖ, Christian Hafenecker, a demandé au ministre de l'Intérieur de l'ÖVP, Gerhard Karner, et à la ministre de la Justice issue des Verts, Alma Zadić, combien de collaborateurs de leurs ministères ou cabinets étaient francs-maçons⁵³.

Enfin, Kickl utilise également la rhétorique antisémite selon laquelle les Juifs et l'État d'Israël feraient partie de ces puissances cachées. La communauté juive autrichienne est extrêmement hostile à Kickl, hostilité que ce dernier ne s'interdit pas d'utiliser. Ainsi, son slogan antivax « La vaccination rend libre » s'accompagne du port de l'étoile jaune avec l'inscription « non vacciné ». Le FPÖ reste cependant prudent avec l'antisémitisme racialisé, en dénonçant par exemple l'antisémitisme des migrants⁵⁴ tout en niant celui du FPÖ, malgré les dérapages publics. Si le

51. OTS, « FPÖ – Ecker: „Gendern stiftet Verwirrung, wirkt gegen Grammatik und Rechtschreibregeln!“ », 21 septembre 2023 [en ligne].

52. Vienna Online, « "Political Correctness": Viertel der Österreicher sagt aus Angst seine Meinung nicht mehr », 14 décembre 2023 [en ligne].

53. Martin Gebhart, „FPÖ will die Freimaurer in Politik und Justiz aufspüren“, *Kurier*, 11 décembre 2023 [en ligne].

54. Voir Parlament.gv, [en ligne].

FPÖ a condamné l'agression du Hamas⁵⁵, il se positionne toutefois contre un soutien à Israël⁵⁶. Là encore, Kickl ne perd pas de vue les sondages⁵⁷. Les Autrichiens sont 57 % à être d'accord avec l'affirmation « Israël mérite notre entière solidarité. Rien ne peut justifier l'attaque du Hamas contre Israël » (31 % « très » et 26 % « plutôt »), tandis que 16 % ne sont « plutôt pas » d'accord, et 12 % « pas du tout » d'accord. Les électeurs du FPÖ sont ceux qui expriment le moins leur solidarité avec Israël : 43 % disent être d'accord, une proportion similaire à ceux qui indiquent ne pas être d'accord (40 %).

– **La pandémie de la Covid-19.** L'Autriche essaye, tant bien que mal, de tirer un bilan de la politique mise en place pour faire face à la pandémie, ainsi que des erreurs commises⁵⁸. Le FPÖ et son chef ont été les principaux soutiens du mouvement antivax en Autriche, ce dont ils ont profité électoralement⁵⁹ et politiquement⁶⁰. La fin de la pandémie n'a en rien changé la stratégie du FPÖ, qui dans le cadre de sa campagne européenne, en fait un des axes importants de sa propagande.

Le FPÖ a profité de la présentation en janvier 2024 du livre *Die gestohlene Normalität* (La normalité volée) de Hannes Strasser et Gerald Hauser pour lancer une attaque en règle contre l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Forum économique mondial. Le premier auteur, Hannes Strasser, médecin et enseignant à l'université, membre actif du courant antivax, présentait sa vision de la pandémie en des termes que reprend Kickl dans ses discours de campagne⁶¹ : les confinements auraient fait plus de victimes que le virus, les vaccinés sont devenus des cobayes qui seraient plus souvent atteints, non seulement du Covid, mais aussi par les cancers. Le second auteur, Gerald Hauser, affirmait pour sa part qu'une « dictature de la santé » menaçait, et mettait en garde contre un État orwellien « à la chinoise ». Il déclarait ainsi que « depuis des décennies, on prépare un gouvernement mondial sous l'égide de l'ONU », dont l'OMS pourrait être « l'organe exécutif ».

55. OTS, „FPÖ – Nepp/Krauss: Der palästinensische Angriff auf Israel ist auf das Schärfste zu verurteilen“, 18 octobre 2023 [en ligne].

56. OTS, « Stocker: „Die Gleichgültigkeit der Kickl-FPÖ gegenüber Terrorismus ist inakzeptabel“ », 4 décembre 2023 [en ligne].

57. Unique Research, „Profil-Umfrage: Solidarität mit Israel im neu aufgeflamten Krieg“, 16 octobre 2023 [en ligne].

58. Bundeskanzleramt « Bundeskanzler Nehammer: „Bundesregierung schließt Corona-Aufarbeitungsprozess ab“ », 21 décembre 2023 [en ligne].

59. *Tiroler Tageszeitung*, „Nach NÖ-Wahl: Je geringer die Corona-Impfquote, desto stärker die FPÖ“, 31 janvier 2023 [en ligne].

60. Voir Gallup Institute, „Corona im Herbst: Überwiegend Gelassenheit“ 27 septembre 2023 [en ligne] et „Rückblick auf drei Jahre Pandemie: Österreich auf der Corona-Couch“, 14 mars 2023 [en ligne].

61. OTS, « FPÖ – Hauser und Universitätsdozent Strasser präsentierten Buch „Die gestohlene Normalität“ », 19 janvier 2024 [en ligne].

Le FPÖ reste prisonnier volontaire des théories de la conspiration⁶². Il est cependant difficile de mesurer l'efficacité de cette propagande pour la campagne en cours. La crise économique, la neutralité autrichienne, l'inflation et l'immigration restent des thèmes bien plus centraux pour l'avenir du parti. La question russe, que le FPÖ tente de tenir hors de sa campagne, a également son importance. Pour éviter que soient évoquées les relations denses du FPÖ avec Poutine, voire d'éventuels financements, Kickl axe ses discours sur le côté économique des relations avec la Russie, en demandant notamment la levée des sanctions, la reprise des échanges commerciaux et des importations de gaz et de pétrole, et en se prononçant pour un strict maintien de la neutralité, excluant tout soutien à l'Ukraine. Selon lui, l'inflation compte parmi les conséquences de la politique antirusse⁶³. Il insiste également sur le danger d'une guerre en Europe, et critique le rôle des États-Unis et de l'OTAN dans le processus de radicalisation idéologique de Poutine⁶⁴.

Ces différentes stratégies mises en place sur des fronts multiples semblent avoir partiellement porté leurs fruits, si l'on en croit les sondages. Malgré tout, le FPÖ est loin d'être majoritaire, et est prisonnier d'une conjoncture qui peut changer à tout moment.

3. Les concurrents du FPÖ

L'enquête de l'institut Gallup, à la fin du mois de janvier 2024, interrogeait les Autrichiens sur le fait de savoir quels partis avaient leur confiance pour relever les défis actuels⁶⁵. Le SPÖ arrivait en tête pour les questions sociales et de santé (44 % lui font confiance sur ce thème) suivi de l'ÖVP (23 %), du FPÖ (22 %) et des Verts (22 %) tandis que le FPÖ domine lorsqu'il s'agit de l'immigration (39 %). L'ÖVP, qui articule également sa campagne autour de ce thème, n'obtient que 22 % et fait moins bien encore que le SPÖ (23 %). L'ÖVP est en tête en matière de politique économique, mais de justesse (33 %), à peine plus que le SPÖ (30 %) et que le FPÖ (24 %). Sur le thème de la politique énergétique, l'ÖVP, le SPÖ et les Verts sont presque à égalité (de 25 à 27 %), tandis que le FPÖ est à nouveau en tête sur la sécurité intérieure (38 %, ÖVP 29 %, SPÖ 26 %, Verts 11 %).

À la question de savoir quels partis sont favorisés par le contexte actuel, 66 % des personnes interrogées citent le FPÖ, 18 % désignent l'ÖVP, et

62. Michael Butter, "Covid Conspiracy Theories in Germany, Austria, and Switzerland" in Michael Butter et Peter Knight [dir.], *Covid Conspiracy Theories in Global Perspective*, 2023, pp. 208–220.

63. WKÖ, „Konjunkturradar zur österreichischen Wirtschaft“, 20 février 2024 [en ligne].

64. OTS, « FPÖ – Kickl: „Bundesregierung muss Veto gegen den Beitritt der Ukraine in die Europäische Union einlegen“ », 15 novembre 2023 [en ligne].

65. Gallup Institute, „Wahlentscheidung braucht Zeit“, 1^{er} Février 2024 [en ligne].

6 % les Verts, qui paient le prix de leur participation au gouvernement ⁶⁶. Dans l'hypothèse d'une élection directe du chancelier, Herbert Kickl est également en tête, et rassemble 21 % des voix, contre 17 % pour Nehammer (ÖVP), 14 % pour Babler (SPÖ), 9 % pour Meisl-Reisinger (Neos), 3 % pour Köglér (Verts) ⁶⁷.

Selon vous, quel est le parti politique capable de relever les défis dans ces domaines ? (en %, plusieurs réponses possibles)

Domaines	ÖVP	SPÖ	FPÖ	Verts	Neos	KPÖ	Bierpartei	Aucun	Ne sais pas
Santé, soins, questions sociales	23	44	22	22	14	10	10	8	10
Stabilité économique et prospérité	33	30	24	12	17	7	8	10	10
Migration et intégration	22	23	39	14	12	6	7	9	10
Politique énergétique	27	27	21	25	14	6	7	11	10
Ordre et sécurité dans le pays	29	26	38	11	10	6	6	8	11

Source : Gallup Institute, 1^{er} février 2024 [en ligne].

Il faut accorder à la crise de l'ÖVP une attention particulière. Le parti, en déclin, perd des électeurs au profit de plusieurs autres partis, mais notamment à celui du FPÖ : 30 % des électeurs qui déclarent aujourd'hui vouloir voter pour le FPÖ votaient pour l'ÖVP en 2019. L'ÖVP ne parvient pas à attirer les électeurs d'autres partis. Pour redresser la barre, l'ÖVP a débuté à la fin du mois de janvier 2024 sa campagne électorale pour les élections européennes et l'élection au Conseil national.

Dans un discours programmatique intitulé « Le plan pour l'Autriche » ⁶⁸, le chancelier Nehammer a présenté sa stratégie pour contenir la montée en puissance du FPÖ. L'objectif était également de gommer l'héritage turquoise de l'ex-chancelier Kurz. Les partenaires de la coalition, les Verts et le SPÖ, faisaient eux aussi l'objet d'attaques ciblées. Un programme de 82 pages a été diffusé à l'occasion du discours. Son objectif est à la fois de convaincre les sympathisants du FPÖ de rejoindre l'ÖVP, et de répondre aux attentes de la clientèle politique traditionnelle de l'ÖVP. La méthode choisie a été de recourir à des contenus similaires, mais présentés différemment.

66. Ibid.

67. Ibid.

68. Voir OE24.TV, « Bundeskanzler Nehammer präsentiert "Österreich-Plan" » [en ligne].

Le maître-mot du discours est la « culture dominante » (*Leitkultur*), qui doit permettre « de statuer sur les comportements qui s'opposent à nos valeurs fondamentales ». Nehammer ne veut pas « d'expériences politiques partisans », il refuse les compromis avec les positions du SPÖ et des Verts, qui prônent une certaine tolérance. Ni l'attribution de la citoyenneté, ni le droit de vote ne doivent être « assouplis ».

La question migratoire est traitée en des termes quasi identiques à ceux du FPÖ : l'ÖVP veut conclure des accords de renvois avec les pays d'où viennent les réfugiés, et mettre fin aux aides lorsque les personnes dont l'asile est refusé « ne sont pas reprises ». Les prestations sociales pour les migrants ne seront accordées qu'après cinq ans de résidence dans le pays. Les demandeurs d'asile déboutés verraient leur liberté de mouvement limitée. Nehammer demande en outre « exclusivement des prestations en nature [...] au lieu de prestations en espèces ». Les procédures d'asile doivent avoir lieu hors de l'Europe. Les migrants seront enfin contraints de prendre eux-mêmes en charge les frais occasionnés par leur procédure d'asile. Pour en garantir le paiement, Nehammer envisage de saisir objets de valeur et argent liquide, comme le propose la *Jewellery Law* au Danemark⁶⁹.

La question climatique révèle les profondes divergences existantes avec les Verts. Nehammer se déclare favorable à une « ouverture technologique » en matière de moteur à combustion, en clair à hydrogène. Pour lui, il est hors de question que l'UE « bannisse » complètement le moteur à combustion si les voitures e-fuel ne polluent pas plus. Nehammer fait de « l'autarcie énergétique » un objectif clé.

Pour l'ÖVP, la démocratie doit se défendre. Pour ce faire, Nehammer veut plus de soldats de métier et de miliciens ainsi qu'un « engagement clair » en faveur de la neutralité. Dans le domaine de la sécurité intérieure, Karl Nehammer plaide pour une tolérance zéro en matière de criminalité ainsi que pour des peines plus sévères pour les récidivistes, y compris pour les activistes climatiques.

L'UE fait l'objet d'une critique feutrée. Bruxelles est invitée à « recentrer » l'Union sur des thèmes économiques et à faire preuve de retenue « en ce qui concerne les règles pour la vie quotidienne des gens », ce que réclame également Kickl. Nehammer prône une « adaptation des traités de l'UE si l'UE ne parvient pas à apporter des réponses aux grandes questions », une formulation vague, mais menaçante.

69. Sur ce sujet, voir Fondation pour l'innovation politique, *La politique danoise d'immigration : une fermeture consensuelle*, janvier 2023.

Ce très large copier-coller du programme du FPÖ par l'ÖVP est risqué pour les conservateurs, qui restent prisonniers de la coalition avec les Verts et ne peuvent pas mettre en place les mesures souhaitées. Le risque principal est que le programme du FPÖ soit considéré comme l'original. D'un autre côté, le programme pour l'Autriche ouvre la voie à un programme commun de gouvernement entre l'ÖVP et le FPÖ, basé sur le rejet de l'immigration, une autre conception de l'écologie, une orientation vers les travailleurs et des valeurs patriotiques, familiales et économiquement libérales.

Les résultats du FPÖ lors des élections européennes (1996-2019)

Année	Résultats (en %)	Nombre d'élus
1996	27,53	6 / 21
1999	23,4	5 / 21
2004	6,31	1 / 18
2009	12,7	2 / 17
2014	19,72	4 / 18
2019	17,2	3 / 19

Source : Europawahlen, bmi.gv.at [en ligne].

La principale raison de ce succès a été l'incapacité tant des chrétiens-démocrates de l'ÖVP que des sociaux-démocrates du SPÖ à préserver leurs milieux traditionnels. Les jeunes s'éloignent aussi des « vieux » partis, ce dont profite le FPÖ, ainsi que les Verts.

En 2015, le FPÖ intensifie sa campagne antimigratoire et progresse fortement lors des élections régionales. Il est aussi le premier parti dans les sondages. En 2016, à l'occasion du premier tour de l'élection présidentielle, Norbert Hofer fait la course en tête. Au second tour, il est battu de peu par Alexander Van der Bellen.

En 2017, l'ÖVP est pris en main par Sebastian Kurz. Le FPÖ recule dans les sondages mais se maintient cependant à un haut niveau électoral. Le 15 octobre 2017, le parti obtient 26 % des suffrages. Une coalition turquoise-bleue (FPÖ-ÖVP) dirigée par le chancelier Kurz se met en place, Strache devenant vice-chancelier.

Le scandale Ibiza va bouleverser le système politique. À l'été 2017, Strache avait rencontré la supposée nièce d'un oligarque à Ibiza et est filmé en secret à cette occasion. Le 17 mai 2019, la vidéo est rendue publique. Strache démissionne de son poste de vice-chancelier le lendemain. Kurz met alors fin à la coalition. Le 26 mai 2019, le FPÖ obtient encore 17,2 % aux élections européennes, une perte modérée de 2,5 points de pourcentage.

Plusieurs autres affaires vont cependant ruiner l'image du FPÖ. Le 12 août 2019, la police perquisitionne le domicile de Strache

soupçonné de corruption lors de la nomination de Peter Sidlo, cadre du FPÖ, au poste de directeur financier du Casinos Austria. Le 23 septembre, Strache est publiquement accusé d'avoir utilisé l'argent du parti pour ses besoins personnels, ce qui entraîne une deuxième enquête de la justice. Le 29 septembre 2019, le FPÖ s'effondre à 16,2 % lors des élections au Conseil national, soit une baisse de près de 10 points. Lors des élections régionales et municipales à Vienne le 11 octobre, le FPÖ chute de plus de 23 points. Strache est exclu du FPÖ le 13 décembre 2019.

Le 19 juin 2021, Herbert Kickl est élu président du FPÖ avec 88,24 % des voix. La pandémie permet au FPÖ de se stabiliser, en devenant le fer de lance du mouvement antivax.

Les intentions de vote pour les élections européennes (février 2024)

Partis	En %
FPÖ (Parti de la liberté d'Autriche)	28
SPÖ (Parti social-démocrate)	24
ÖVP (Parti populaire autrichien)	21
Les Verts	13
Neos (La nouvelle Autriche et le Forum libéral)	8
KPÖ (Parti communiste)	2-3
Divers	1-2

Source : Current Election Trend for the European Parliament Elections in Austria, PolitPro [en ligne].

Ce qui frappe dans ces résultats est l'affaiblissement de l'ÖVP, la remontée en puissance du SPÖ et l'affaiblissement relatif des Verts. En février 2024, le principal concurrent du FPÖ est le parti social-démocrate. Une rupture de la coalition ÖVP-Verts jusqu'aux élections européennes apparaît aujourd'hui invraisemblable, car les deux partis veulent mettre à profit les mois de pouvoir restants pour remonter une pente électorale plutôt raide.

Même en cas de succès aux élections européennes et nationales, le président de la République a le pouvoir d'empêcher Kickl de devenir chancelier. Cependant le FPÖ, en tant que parti, pourrait s'allier avec un ÖVP placé sous une nouvelle direction (peut-être celle de Magnus Brunner), une constellation que pourrait tolérer le président de la République, soucieux d'éviter une crise constitutionnelle majeure. D'autres scénarios sont également possibles, comme une grande coalition ÖVP/SPÖ, une coalition SPÖ/Verts/Neos, une coalition ÖVP, Verts, Neos...

Quelles sont les raisons de la force actuelle du FPÖ ? Le thème du contrôle de l'immigration est central en 2024 dans la campagne du FPÖ. Or, il s'agit d'un thème qui peut faire gagner des élections, comme l'a montré la victoire de Kurz en 2017. Historiquement, le FPÖ obtient de moins

bons résultats lors des élections européennes qu'au niveau national en raison du scepticisme de son électorat vis-à-vis de l'UE. Le chef du FPÖ, Herbert Kickl, a toutefois réussi à faire passer un message d'urgence pour les élections de 2024. La crise actuelle et la pression qu'elle exerce sur l'UE ont eu pour effet de convaincre l'électorat autrichien que son vote était important. Le FPÖ l'a intégré dans sa stratégie médiatique, et se révèle maître dans l'art d'utiliser les réseaux sociaux à son profit, sans craindre de recourir à la polarisation et à l'exacerbation.

Combiné au fait qu'il n'y a presque plus d'électeurs traditionnellement liés à un parti, le FPÖ génère une mobilisation permanente venant de segments sociaux différents. L'analyse de la pandémie de la Covid-19 montre comment le FPÖ a bâti sa force actuelle sur un discours *anti-establishment* : « Nous en bas contre ceux en haut » reste le slogan phare.

De toute évidence, les Freiheitlichen ont su mobiliser une large frange des électeurs en collant aux frustrations de la population. Comme le montrent les sondages, la nature du mécontentement favorise le FPÖ, qui surfe sur ses thèmes. Dans l'opposition, le parti est dans une situation confortable, voire hégémonique, non seulement sur la question de l'immigration, mais aussi sur d'autres thèmes phares comme les relations de l'Autriche avec la Russie, ou les mesures prises pendant la pandémie. La capacité de la coalition en place à maîtriser l'inflation et l'immigration sera décisive pour l'avenir du FPÖ. En cas d'échec, ce dernier pourrait bien arriver au pouvoir.

POSTFACE

L'ÉLECTION AU CONSEIL NATIONAL D'AUTRICHE, 29 SEPTEMBRE 2024

1. Les résultats électoraux

Les élections au Conseil national, l'équivalent de nos élections législatives, sont un tremblement de terre politique. Elles font entrer l'Autriche dans une période d'instabilité.

Résultats électoraux provisoires des principaux partis avec vote par correspondance (1er octobre 2024)

	2024	2019	Evo. 19-24		2024	2019	Evo. 19-24
	%	%	Suffrages	%	Élus	Élus	Élus
Inscrits	-	-	-50.753	-	-	-	-
Votants	74,9 %	75,6 %	-82.129	-0,7 %	-	-	-
Nuls	0,9 %	1,2 %	-13.265	-0,3 %	-	-	-
ÖVP	26,5 %	37,5 %	-542.741	-11,0 %	51	71	-20
SPÖ	21,0 %	21,2 %	-20.799	-0,1 %	41	40	+1
FPÖ	29,2 %	16,2 %	+602.798	+13,0 %	57	31	+26
GRÜNE	8,0 %	13,9 %	-285.942	-5,9 %	16	26	-10
NEOS	9,0 %	8,1 %	+34.830	+0,9 %	18	15	+3

Source : Bundesministerium, Bundeswahlen [en ligne].

À l'occasion des élections au Conseil national, le FPÖ est devenu la première force politique. Il a obtenu 28,9 % des voix, ce qui représente une augmentation de 11 pts, chiffres provisoires, par rapport aux élections précédentes, en 2019. Le FPÖ disposera de 57 députés au Parlement. Ce résultat est une déception pour le parti qui n'atteint pas la minorité de blocage (62 sièges). La droite de l'ÖVP recule de 11 pts, avec 26,5 % des suffrages, tandis que la gauche sociale-démocrate, le SPÖ, fait le plus mauvais score de son histoire avec 21 % de voix. Le parti libéral NEOS est à 9 %, les Verts à 8 %. Une surprise de l'élection a été l'échec des petits partis. Le Bierpartei est à 2 %, le Parti communiste autrichien à 2,3 %. La coalition en place ÖVP-Verts a été punie par les électeurs, les deux partis ne rassemblant plus que 38 % des voix.

2. La situation économique

Contrairement à 2019, la campagne électorale a intensément abordé les enjeux économiques⁷⁰ : au-delà des questions classiques sur la réduction des impôts et des charges des entreprises, le débat a porté sur les causes de la crise économique actuelle en y associant la question des relations commerciales avec la Russie, des coûts de l'immigration et de l'inflation.

Avec 6,7 % de chômeurs, l'Autriche connaît une poussée du chômage (147 215 chômeurs), qui inquiète les électeurs⁷¹. La forte diminution des offres d'emploi (-15,5 % sur un an) renvoie aux problèmes économiques du pays, ce que montrent les chiffres du PIB. Celui-ci a reculé en 2023 de 0,8 % et n'a pas progressé en 2024⁷². Dans son analyse économique, la Bank Austria note : « L'économie autrichienne ne décolle pas ». Ce pessimisme économique a joué en faveur du FPÖ.

3. L'immigration en Autriche (2024)

L'Autriche est terre d'immigration, avec une forte poussée en 2022 (261 937 demandeurs d'asile), un ralentissement en 2023 (194 929) et une reprise en 2024. Ces chiffres ont conditionné la campagne du FPÖ⁷³ et de l'ÖVP⁷⁴ sur l'immigration. La pression migratoire en provenance du Moyen-Orient a certes diminué, mais on observe une montée de l'immigration clandestine, ce qui a amené les deux partis à réclamer des mesures visant à fermer les frontières de l'Europe (voir *infra*, le programme du FPÖ).

70. Jürgen Klatzer, Yilmaz Gülüm et Sabina Riedl, „Wohlstand im Programmcheck“, ORF, 17 septembre 2024 [en ligne]. Christoph Ivanusch, „Nationalratswahl 2024: Wofür stehen die Parteien, und was ist ihnen wichtig?“, Der Standard, 23 septembre 2024 [en ligne] ; ORF, „Die Schwerpunkte der Parteien“, 28 septembre 2024 [en ligne].

71. Voir Der Standard, „Arbeitslosigkeit stieg im August um zehn Prozent auf 352.000“, 2 septembre 2024 [en ligne].

72. Voir BMF, Bundesministerium Finanzen [en ligne].

73. Voir Freiheitliche Partei Österreichs, Das Wahlprogramm der Freiheitlichen Partei Österreichs für die Nationalratswahlen 2024 [en ligne].

74. Voir karl-nehmer.at, Der Österreichplan Das Programm [en ligne].

4. La campagne du FPÖ



Traduction : « Le seul à vos côtés ».

Source : *Die Presse*, „Die Mitte zwischen Herz und Hirn – die Plakate“, eine Bewertung, 10 octobre 2024 [en ligne].

En septembre 2024, le FPÖ a choisi une nouvelle stratégie de communication centrée sur un Kickl à l'air débonnaire et souriant. Il choisit de nouvelles couleurs ; le blanc a ainsi remplacé le bleu et le rouge qui dominaient jusqu'alors. Kickl sourit et les observateurs parlent de ses « yeux bienveillants ». Ce choix a pour but de contraster avec le programme électoral très radical du parti (voir *infra*). Le chef du parti se veut « un père » de la patrie, « bienveillant » mais ferme⁷⁵.

Au-delà des débats télévisés rassemblant les « éléphants » politiques, qui furent caractérisés par une agressivité certaine et un vide idéologique frappant, la campagne a surtout eu lieu sur les réseaux sociaux et, pour le FPÖ, sur son site de télévision et ses relais sur Youtube, Tiktok, Instagram, Telegram⁷⁶. Cette stratégie est un succès : le parti a largement dominé ses concurrents sur les réseaux sociaux⁷⁷.

75. Sebastian Fellner, „Herbert Kickl schaut jetzt harmlos aus und plakatiert ein Gebet“, *Der Standard*, 23 août 2024 [en ligne].

76. Voir *Die Presse*, FPÖ TV statt ORF: Wie Parteimedien den Wahlkampf beeinflussen, 10 octobre 2024 [en ligne] ; Voir *Kurier*, „Polarisierend, überzogen, überspitzt“: FPÖ dominiert den Wahlkampf im Netz, 8 septembre 2024 [en ligne].

77. Voir *Der Standard*, „Wie die FPÖ den Wahlkampf im Netz gewinnt - Inside Austria“, youtube, 10 août 2024 [en ligne].

5. Le programme FPÖ en 2024

Le programme électoral du FPÖ pour les élections au Conseil national compte 116 pages⁷⁸. Ce texte veut répondre aux inquiétudes des Autrichiens et offrir un modèle de transformation radicale de la société, de la culture et du système politique de l'Autriche sur un modèle illibéral rappelant la Hongrie de Victor Orban.

Lors de la présentation de ce programme à la Palmenhaus de Vienne le 21 août 2024⁷⁹, Kickl a expliqué que la « forteresse Autriche » qu'il veut bâtir repose sur quatre piliers : l'individualité, la souveraineté, l'homogénéité et la solidarité. Ces piliers soutiennent la liberté, valeur suprême et de référence programmatique centrale. « La liberté est l'âme du programme » affirme Kickl.

Kickl propose de changer le système politique en profondeur en recourant à la démocratie directe. Il souhaite instaurer des référendums lors desquels la participation sera obligatoire afin de contraindre les citoyens à se positionner sur des questions importantes pour le parti, comme la réintroduction de la peine de mort, la destitution d'un gouvernement ou de certains de ses membres. « Il doit être possible de légiférer indépendamment de la volonté du Conseil national », peut-on lire dans le programme, une attaque frontale contre la démocratie parlementaire.

Dans le domaine culturel, les institutions pourraient subir des coupes financières si elles ne respectaient pas la culture et la langue dominantes. L'ORF (la radio-télévision) est à mettre au pas avec des réductions drastiques de ces fonds, le but étant de réduire l'influence de l'audiovisuel public dans le paysage médiatique autrichien.

Pour Kickl, « l'immigration doit être utile et non nuisible ». Pour lui, tous les problèmes de l'Autriche ont pour cause l'immigration. La « remigration » est donc un impératif et il faut, pour y parvenir, réformer fondamentalement le droit d'asile. L'Autriche doit devenir une « forteresse » grâce à des mesures strictes de protection des frontières. L'État autrichien doit retrouver sa « pleine souveraineté » et annuler, pour ce faire, nombre de traités internationaux comme le pacte européen sur la migration. Le FPÖ veut suspendre le droit d'asile par une « loi d'urgence ». La Hongrie et le Danemark sont présentés comme les modèles à imiter⁸⁰. L'islam politique étant considéré par le FPÖ comme antithétique de la démocratie et de la liberté, une loi d'interdiction spécifique sera donc adoptée contre l'islam politique, ses adhérents devant quitter le pays.

78. *Der Standard*, *op.cit.* Voir Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖE).

79. Voir *Der Standard*, „'Festung der Freiheit': FPÖ stellt Wahlprogramm vor", *youtube*, 21 août 2024 [en ligne].

80. *Op. cit.*

Pour rendre à l'Autriche sa « pleine souveraineté », le parti se prononce contre l'adhésion à l'OTAN et demande un engagement fort en faveur de la neutralité.

Le parti plaide pour une réforme fondamentale du système d'éducation. Les écoles et les universités, des lieux plutôt hostiles au FPÖ, ne doivent pas être des « champs d'expérimentation » pour la théorie du genre et le « wokisme ». Le FPÖ demande une clause constitutionnelle stipulant qu'il n'existe que deux sexes, l'homme et la femme. L'ensemble du système éducatif méritocratique voulu par le FPÖ doit encourager les individus talentueux et rejeter tout nivellement par le bas⁸¹.

La famille fait l'objet d'une attention particulière de Kickl qui veut protéger les enfants des « drag queens » et de la « sexualisation précoce ». La justice et la police sont à réformer. L'âge de la responsabilité pénale doit être abaissé de 14 à 12 ans, la police doit recruter massivement et recevoir une meilleure dotation technique⁸².

La stratégie de Kickl visant à repositionner le FPÖ en tant que parti économique libéral a fonctionné en 2024. Parmi les mesures phares du « patriotisme économique », nous relevons les points suivants : pas de nouveaux impôts sur les successions ou sur la fortune, une baisse de l'impôt sur les sociétés pour les petites entreprises ainsi que la suppression de la taxe sur le CO₂, l'élimination complète de la progression à froid et la suppression des redevances de l'ORF. Le parti veut stopper la « fuite des capitaux » des entreprises et la « surbureaucratization⁸³ ». L'objectif du FPÖ est d'atteindre un déficit zéro sur le long terme, sans que le financement de ces mesures coûteuses ne soit explicité. La sécurité de l'approvisionnement énergétique est une priorité. C'est pourquoi l'énergie fossile, y compris le gaz russe, a un rôle important à jouer pour la garantir⁸⁴.

6. Les transferts électoraux 2019 – 2024

L'analyse des transferts électoraux montre que les anciens votants turquoise (ÖVP) et les abstentionnistes de 2019 ont davantage contribué à la victoire électorale du FPÖ que l'électorat du FPÖ de 2019.

81. *Op. cit.*

82. *Op. cit.*

83. *Op. cit.*

84. *Op. cit.*

Les transferts électoraux 2019-2024 en milliers de suffrages

	ÖVP	SPÖ	FPÖ	VERT	NEOS	BIER	KPÖ	SINON	Abs.	Total 2019
ÖVP	1 079	43	443	39	72	23	20	8	61	1 789
SPÖ	11	708	65	7	7	5	11	19	180	1 012
FPÖ	19	29	589	1	21	19	2	11	82	773
VERTS	55	148	14	284	57	8	32	21	45	664
NEOS	62	28	25	22	213	4	2	6	25	387
KPÖ	1	4	2	6	1	1	16	1	1	33
Jetzt	3	16	14	6	13	22	4	1	11	89
Divers	1	2	3	1	1	3	2	15	2	30
Abst.	58	54	258	42	65	12	29	13	1 036	1 569
Total 2024	1 288	1 032	1 412	407	449	98	117	96	1 443	6 346

À lire horizontalement. Exemple : 1 079 000 [1 079] électeurs de l'ÖVP aux élections nationales de 2019 ont voté ÖVP en 2024, 43 000 SPÖ [43] et 443 000 FPÖ [443].

Source : David Laumer, Katrin Praprotnik, „ Nationalratswahl 2024 Wählerstromanalyse und Wahlbefragung ", Foresight, 29 septembre 2024 [en ligne].

Sur les 1 412 000 personnes qui ont voté en 2024 pour le FPÖ, 589 000 seulement avaient voté pour le FPÖ en 2019. Le FPÖ perd 82 000 voix au profit des abstentionnistes, du SPÖ (29 000), de NEOS (21 000) et de l'ÖVP (19 000). Ces pertes sont toutefois largement compensées par les voix gagnées sur l'ÖVP (443 000) ; 258 000 abstentionnistes de 2019 ont rejoint le FPÖ. 65 000 électeurs SPÖ de 2019, 25 000 électeurs des NEOS et 14 000 des Verts se sont aussi ralliés aux Freiheitlichen.

7. La sociographie des électorats



Traduction : Le seul à vos côtés.

Source : FPOE [en ligne].

Les sondages disponibles montrent que le FPÖ est en 2024 un « parti attrape-tout » (catch-all-party) puisqu'il est présent dans tous les segments de la société. Le « mur pare-feu » évoqué par Babler⁸⁵ s'est fissuré et le plafond de verre limitant la montée en puissance du FPÖ n'existe plus.

85. Voir OE24, "Wir sind die Brandmauer": Energischer Babler beim SPÖ-Wahlkampffinale, 28 septembre 2024 [en ligne].

Alors que lors des élections précédentes, le *gender gap* était très fort - le FPÖ étant nettement préféré par les hommes, on observe en 2024 une parité entre les sexes (29 %) ⁸⁶.

Le programme du FPÖ présente les femmes et leur rôle en des termes pour le moins traditionnels (les 3 K : Kirche, Küche, Kinder/Église, cuisine, enfants). La psychologue Birgit Sauer s'est interrogée sur le phénomène de l'adhésion grandissante des femmes aux thèses national-populistes visibles partout en Europe. Elle conclut que ces partis « profitent des crises telles que la pandémie, la guerre et le réchauffement climatique. Pour de nombreuses personnes, le quotidien est marqué par la peur et le désespoir. Les électrices potentielles du FPÖ ne veulent pas perdre leur emploi au profit des migrants, ni renoncer à leur prospérité et surtout à leurs privilèges en tant que membres de la société blanche majoritaire ⁸⁷ ». Une attitude que l'on retrouve aussi chez nombre de jeunes de 16 à 25 ans.

C'est dans le groupe des hommes et des femmes de moins de 45 ans que le FPÖ est le plus fort (hommes 36 %, femmes 32 %). Le FPÖ n'arrive pas à s'implanter chez les 60 ans et plus (22 %) qui reste chasse gardée de l'ÖVP (38 %). C'est aussi un signal du vieillissement de l'électorat conservateur ⁸⁸. La ventilation par niveau d'éducation ressemble à celle des élections précédentes. Le FPÖ est le plus fort chez les diplômés de l'école obligatoire (32 %) et les votants en apprentissage (40 %) alors qu'il est faiblement ancré chez les diplômés de l'université (15 %).

Le FPÖ continue de dominer parmi l'électorat ouvrier (50 %). Les retraités sont tendanciellement réfractaires au choix FPÖ (21 %) et préfèrent l'ÖVP (39 %) ⁸⁹.

Les grandes villes restent des bastions de la social-démocratie (27,7 %), mais aussi des Verts (12,4 %) et de NEOS (11,0 %). Le FPÖ n'y a obtenu que 21,7 %. A contrario, le FPÖ se renforce dans les campagnes (31,8 %) talonnant l'ÖVP (33 %) qui y est très implanté ⁹⁰.

L'enquête Foresight montre que 52 % des personnes qui ont très souvent discuté du thème de la pandémie ont donné leur voix au FPÖ. Le FPÖ a ses bastions dans les communes rurales qui présentent un faible taux de vaccination (35 %) ⁹¹.

86. David Laumer, Katrin Praprotnik, „Nationalratswahl 2024 Wählerstromanalyse und Wahlbefragung“, *Foresight*, 29 septembre 2024 [en ligne].

87. Nora Schäffler, „Warum immer mehr Frauen die FPÖ wählen: Die Politologin Birgit Sauer erklärt es mit den Versprechen des FPÖ-Parteibmanns.“, *Wiener Zeitung*, 4 mars 2024 [en ligne].

88. David Laumer, Katrin Praprotnik, „Nationalratswahl 2024 Wählerstromanalyse und Wahlbefragung“, *Foresight*, 29 septembre 2024 [en ligne].

89. *Op. cit.*

90. Moritz Leidinger Robin Kohrs Michael Matzenberger, „Wie hat Ihre Gemeinde gewählt?“, *Der Standard*, 30 septembre 2024 [en ligne].

91. Sebastian Fellner Oona Kroisleitner, „Bei wem die Parteien reüssieren konnten“, *Der Standard*, 1 octobre 2024 [en ligne].

L'analyse du moment du choix électoral en 2024 montre que les électeurs FPÖ ont décidé très tôt (au moins un mois avant l'élection) de voter pour ce parti (82 %), ce qui renvoie aux raisons du choix FPÖ avec 45 % des électeurs qui ont voté pour le parti pour ses « positions de fond » (voir ci-après)⁹².

La perception globale de l'évolution de l'Autriche depuis 2019 est pour l'ensemble des personnes interrogées majoritairement négative (57 %) et se retrouve dans tous les groupes sociodémographiques⁹³.

Choix électoral en fonction de l'approbation de : « La démocratie peut poser des problèmes, mais elle est meilleure que toute autre forme de gouvernement »

	ÖVP	SPÖ	FPÖ	Verts	NEOS	BIER	KPÖ	Autres
Résultat aux élections fédérales en 2024	26	21	29	8	9	2	2	2
D'accord, plutôt d'accord	27	22	27	8	10	2	2	2
Pas d'accord, plutôt pas d'accord	21	11	45	8	4	4	3	3

Source : David Laumer et Katrin Praprotnik, „Nationalratswahl 2024 – Wählerstromanalyse une Wahlnefragung“, Foresight.at, 29 septembre 2024 [en ligne].

Interrogés sur leur perception de la démocratie, les électeurs FPÖ se montrent particulièrement défiants. En effet, les électeurs FPÖ représentent près de la moitié des Autrichiens (45 %) critiques de la démocratie, une attitude relevée depuis les années 1980. Ce scepticisme vaut pour le parlementarisme et les partis présents à la chambre. Ces données dessinent une tentation autoritaire et illibérale des électeurs FPÖ⁹⁴.

Les motifs de vote pour les principaux partis. Tableau simplifié (en %)

	ÖVP	SPÖ	FPÖ	Verts	NEOS
Le travail accompli par le parti jusqu'à présent	19	6	3	5	-
Les positions de fond du parti	19	29	45	63	46
Je vote toujours pour ce parti	14	18	3	4	-
Mesure Covid / vaccination obligatoire	-	-	16	-	-
Le parti représente au mieux mes intérêts	11	12	9	12	11
Je ne pouvais voter pour aucun autre parti	10	7	11	2	8
La crédibilité du parti	9	5	7	7	12
Le/la candidat(e) principal(e) en général	7	4	2	3	5

Source : David Laumer et Katrin Praprotnik, „Nationalratswahl 2024 – Wählerstromanalyse une Wahlnefragung“, Foresight.at, 29 septembre 2024 [en ligne].

92. Moritz Leidinger Robin Kohrs Michael Matzenberger, „Nur zwei Prozent der Blauwähler stimmten wegen Herbert Kickl für die FPÖ“, *Der Standard*, 29 septembre 2024 [en ligne].

93. *Ibid.*

94. *Op. cit.*

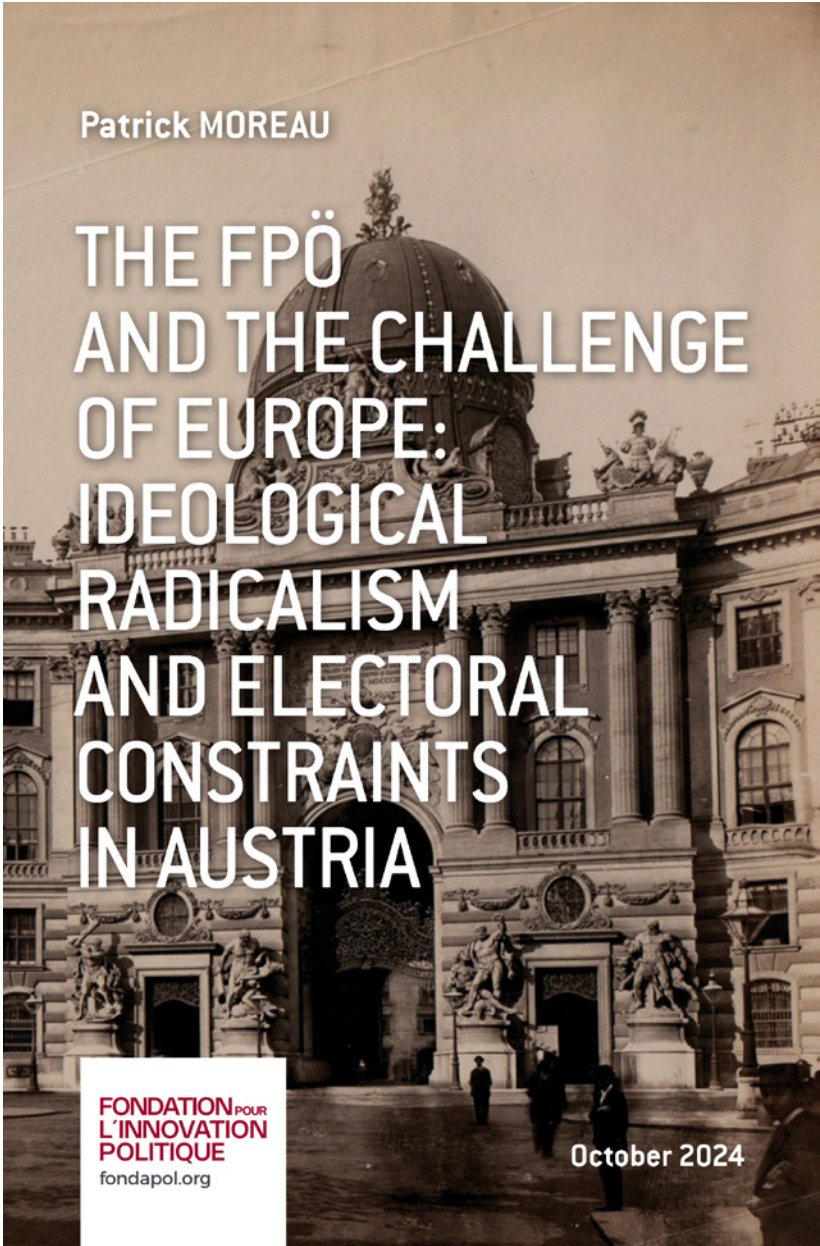
8. Les options politiques au lendemain de la consultation électorale

Les sondages montrent qu'une possible coalition ÖVP/SPÖ/NEOS est favorablement accueillie par une forte minorité parmi les personnes interrogées (ÖVP 32 % ; SPÖ 33 %, NEOS : 67 %), alors qu'une alliance ÖVP-FPÖ est clairement rejetée par les électeurs ÖVP (ÖVP 21 %, FPÖ : 74 %) ⁹⁵.

Diverses coalitions sont envisageables au lendemain de l'élection. En cas d'impossibilité de trouver une majorité, le président de la République, l'écologiste Alexander Van der Bellen, peut nommer un gouvernement technique, en attendant de nouvelles élections.

Certaines solutions sont à exclure d'emblée notamment la nomination de Kickl comme chancelier. La formation d'une grande coalition ÖVP-SPÖ est possible mais la très courte majorité de cette grande coalition la rendrait fragile. Sur le plan personnel, Nehammer (ÖVP) et Babler (SPÖ) ne s'apprécient guère, mais ils devraient chercher un consensus. L'ÖVP ne voulant pas des Verts comme partenaires d'une coalition tripartite, il ne reste que la NEOS. Néanmoins, la compatibilité entre ce parti libéral et atlantiste avec un SPÖ dirigé par un marxiste anti-américain est faible. Cette coalition serait certainement difficile à gouverner et conflictuelle. Sa durée de vie pourrait être courte. Dans tous les cas de figure, le FPÖ restera une puissante force d'opposition.

95. *Op. cit.*



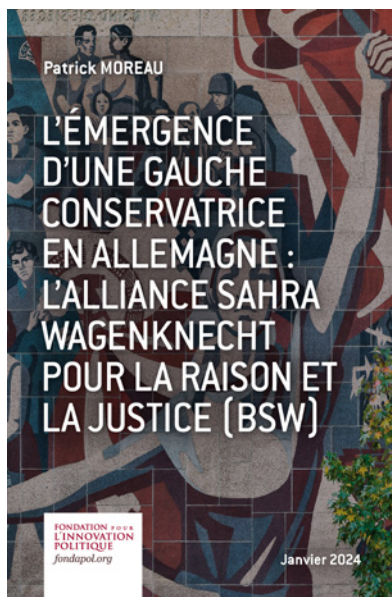
Patrick MOREAU

THE FPÖ AND THE CHALLENGE OF EUROPE: IDEOLOGICAL RADICALISM AND ELECTORAL CONSTRAINTS IN AUSTRIA

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

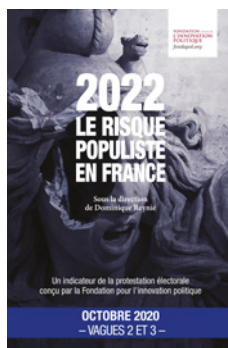
October 2024















Sous la direction de Dominique Reynié

OÙ VA LA DÉMOCRATIE ?

UNE ENQUÊTE INTERNATIONALE DE LA
FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE



Edited by Dominique Reynié

WHAT NEXT FOR DEMOCRACY?

AN INTERNATIONAL SURVEY BY
THE FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE



NOS PUBLICATIONS

L'AfD : l'extrême droite allemande dans l'impasse

Patrick Moreau, octobre 2024, 66 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France - édition 2024

AJC Paris et Fondation pour l'innovation politique, octobre 2024, 48 pages

Les attentats islamistes dans le monde 1979-2024

Fondation pour l'innovation politique, octobre 2024, 92 pages

L'opinion européenne en 2023

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, juillet 2024, 284 pages

Législatives 2024 : le grand désarroi des Français

Anne Flambert, Nicola Gaddoni, Mélodie Jourdain et Dominique Reynié, juin 2024, 36 pages

Les Européens abandonnés au populisme

Dominique Reynié, mai 2024, 80 pages

Victoire populiste aux Pays-Bas : spécificité nationale ou paradigme européen ?

Christophe de Voogd, avril 2024, 40 pages

Le FPÖ au défi de l'Europe : radicalité idéologique et contrainte électorale en Autriche

Patrick Moreau, avril 2024, 39 pages

Les pogroms en Palestine avant la création de l'État d'Israël (1830-1948)

Georges Bensoussan, avril 2024, 37 pages

Le vote des Européens. Vingt-trois ans d'élections nationales en Europe

Corinne Deloy, Préface de Dominique Reynié, éditions du Cerf, avril 2024, 460 pages

Les étrangers extra-européens et le logement social en France

Michel Aubouin, avril 2024, 36 pages

Les mots de la fin de vie : ne pas occulter les termes du débat

Pascale Favre, mars 2024, 30 pages

Suicide assisté, euthanasie : le choix de la rupture et l'illusion d'un progrès

Yves-Marie Doublet, mars 2024, 35 pages

L'europe et la souveraineté. Approches franco-italiennes 1897-2023

Sous la direction de Maria Elena Cavallaro, Gaetano Quagliariello et Dominique Reynié, éditions Plein Jour, avril 2024, 516 pages

Fratelli d'Italia : héritage néofasciste, populisme et conservatisme

Marco Tarchi, février 2024, 41 pages

L'émergence d'une gauche conservatrice en Allemagne : l'alliance Sahra Wagenknecht pour la raison et la justice (BSW)

Patrick Moreau, janvier 2024, 41 pages

Innovation politique 2022 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, novembre 2023, 252 pages

Innovation politique 2022 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, novembre 2023, 310 pages

Mouvements protestataires : le retour de la violence

Eddy Fougier, novembre 2023, 38 pages

La réforme Affelnet à Paris : un voyage au pays où 15 = 20

Marion Oury, octobre 2023, 48 pages

Le jumeau numérique en santé

Serge Soudoplatoff, septembre 2023, 34 pages

La régulation du numérique : Chine, États-Unis, France

Aifang Ma, septembre 2023, 44 pages

L'industrie française du jeu vidéo. De la French Touch à la French Pride

Loïse Lyonnet et Pierre Poinsignon, juillet 2023, 40 pages

La défiance vue par le prisme du médiateur de l'assurance

Arnaud Chneiweiss, juillet 2023, 26 pages

L'Europe et notre souveraineté. L'Europe est nécessaire, la France aussi

Édouard Balladur, juin 2023, 18 pages

L'enseignement supérieur privé en France

Laurent Batsch, juin 2023, 57 pages

Complexité. Critique d'une idéologie contemporaine

Sophie Chassat, juin 2023, 40 pages

Politique migratoire : que faire de l'accord franco-algérien de 1968 ?

Xavier Driencourt, mai 2023, 29 pages

De la transition écologique à l'écologie administrée, une dérive politique

David Lisnard et Frédéric Masquelier, mai 2023, 30 pages

Pour un nouvel ordre énergétique européen

Cécile Maisonneuve, avril 2023, 56 pages

Le XXI^e siècle du christianisme - édition de poche

Dominique Reynié (dir.), éditions du Cerf, mars 2023, 378 pages

Élections, médias et réseaux sociaux : un espace public en décomposition

Victor Delage, Dominique Reynié, Mathilde Tchounikine, mars 2023, 32 pages

Souveraineté, maîtrise industrielle et transition énergétique (2)

Transition énergétique, géopolitique et industrie : quel rôle pour l'État ?

Jean-Paul Bouttes, mars 2023, 48 pages

Souveraineté, maîtrise industrielle et transition énergétique (1)

Les conditions de réussite du programme nucléaire français de 1945 à 1975

Jean-Paul Bouttes, mars 2023, 44 pages

Immigration : comment font les États européens

Fondation pour l'innovation politique, mars 2023, 46 pages

La politique danoise d'immigration : une fermeture consensuelle

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2023, 57 pages

L'opinion européenne 2020-2022

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, décembre 2022, 240 pages

Innovation politique 2021 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2022, 340 pages

Innovation politique 2021 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2022, 440 pages

Maghreb : l'impact de l'islam sur l'évolution sociale et politique

Razika Adnani, décembre 2022, 36 pages

Italie 2022 : populismes et droitisation

Anna Bonalume, octobre 2022, 60 pages

Quel avenir pour la dissuasion nucléaire ?

Bruno Tertrais, octobre 2022, 39 pages

Mutations politiques et majorité de gouvernement dans une France à droite

Sous la direction de Dominique Reynié, septembre 2022, 64 pages

Paiements, monnaie et finance à l'ère numérique (2)

Les questions à long terme

Christian Pfister, juillet 2022, 34 pages

Paiements, monnaie et finance à l'ère numérique (1)

État des lieux et perspectives à court-moyen terme

Christian Pfister, juillet 2022, 47 pages

La montée en puissance de l'islamisme woke dans le monde occidental

Lorenzo Vidino, juin 2022, 29 pages

2022, présidentielle de crises

Sous la direction de Dominique Reynié, avril 2022, 80 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale (4)

La gestion des déchets : rôle et compétence de l'État en démocratie

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 49 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale (3)

L'enjeu des générations futures

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 41 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale (2)

Les solutions pour maîtriser le risque effectif

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 42 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale (1)

Déchets et déchets nucléaires : durée de vie et dangers potentiels

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 49 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France – édition 2022

AJC Paris et Fondation pour l'innovation politique, janvier 2022, 38 pages

Prestataires de santé à domicile : les entreprises au service du virage ambulatoire

Alice Bouleau et Nicolas Bouzou, janvier 2022, 34 pages

Libertés : l'épreuve du siècle

Sous la direction de Dominique Reynié, janvier 2022, 96 pages

Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute, la Community of Democracies, la Konrad-Adenauer-Stiftung, Genron NPO, la Fundación Nuevas Generaciones et República do Amanhã

Élections départementales et régionales 2021 : une analyse cartographique

Céline Colange, Sylvain Manternach, décembre 2021, 76 pages

Innovation politique 2020 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2021, 428 pages

Innovation politique 2020 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2021, 344 pages

Défendre l'autonomie du savoir

Nathalie Heinrich, novembre 2021, 32 pages

Rapport pour l'Assemblée nationale. Mission d'information visant à identifier les ressorts de l'abstention et les mesures permettant de renforcer la participation électorale

Fondation pour l'innovation politique, novembre 2021, 82 pages

2022, le risque populiste en France (vague 5)

Un indicateur de la protestation électorale

Dominique Reynié (dir.), octobre 2021, 72 pages

Parti et Démocratie

Piero Ignazi, aux éditions Calmann-Lévy, avec le concours de la Fondation pour l'innovation politique et de Terra Nova, octobre 2021, 504 pages

Commerce illicite de cigarettes, volet II.

Identifier les parties prenantes, les effets de réseaux et les enjeux financiers

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, octobre 2021, 32 pages

Complémentaires santé : moteur de l'innovation sanitaire

Nicolas Bouzou et Guillaume Moukala Same, octobre 2021, 47 pages

Les décroissants en France. Un essai de typologie

Eddy Fougier, septembre 2021, 31 pages

Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2021

Fondation pour l'innovation politique, septembre 2021, 84 pages

Les primaires électorales et les systèmes de départage des candidats à l'élection présidentielle

Laurence Morel et Pascal Perrineau, août 2021, 51 pages

L'idéologie woke. Face au wokisme (2)

Pierre Valentin, juillet 2021, 32 pages

L'idéologie woke. Anatomie du wokisme (1)

Pierre Valentin, juillet 2021, 34 pages

Protestation électorale en 2021 ?

Données issues du 1^{er} tour des élections régionales

Abdellah Bouhend, Victor Delage, Anne Flambert, Élisabeth Grandjean, Katherine Hamilton, Léo Major, Dominique Reynié, juin 2021, 40 pages

2022, le risque populiste en France (vague 4)

Un indicateur de la protestation électorale

Dominique Reynié (dir.), juin 2021, 64 pages

La conversion des Européens aux valeurs de droite

Victor Delage, mai 2021, 40 pages

Les coûts de la transition écologique

Guillaume Bazot, mai 2021, 37 pages

Le XXI^e siècle du christianisme

Dominique Reynié (dir.), éditions du Cerf, mai 2021, 376 pages

Les protestants en France, une minorité active

Jean-Paul Willaime, avril 2021, 34 pages

L'agriculture bio et l'environnement

Bernard Le Buanec, mars 2021, 27 pages

Devrions-nous manger bio ?

Léon Guéguen, mars 2021, 36 pages

Quel avenir pour l'agriculture et l'alimentation bio ?

Gil Kressmann, mars 2021, 48 pages

Pauvreté dans le monde : une baisse menacée par la crise sanitaire

Julien Damon, février 2021, 33 pages

Reconquérir la biodiversité, mais laquelle ?

Christian Lévêque, février 2021, 37 pages

Énergie nucléaire : la nouvelle donne internationale

Marco Baroni, février 2021, 66 pages

Souveraineté économique : entre ambitions et réalités

Emmanuel Combe et Sarah Guillou, janvier 2021, 66 pages

Relocaliser en décarbonant grâce à l'énergie nucléaire

Valérie Faudon, janvier 2021, 36 pages

Après le Covid-19, le transport aérien en Europe : le temps de la décision

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 40 pages

Avant le Covid-19, le transport aérien en Europe : un secteur déjà fragilisé

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 35 pages

Glyphosate, le bon grain et l'ivraie

Marcel Kuntz, novembre 2020, 45 pages

Covid-19 : la réponse des plateformes en ligne face à l'ultradroite

Maygane Janin et Flora Deverell, novembre 2020, 42 pages

2022, le risque populiste en France (vagues 2 et 3)

Un indicateur de la protestation électorale Dominique Reynié, octobre 2020, 86 pages

Relocalisations : laisser les entreprises décider et protéger leur actionnariat

Frédéric Gonand, septembre 2020, 37 pages

Europe : la transition bas carbone, un bon usage de la souveraineté

Patrice Geoffron, septembre 2020, 35 pages

Relocaliser en France avec l'Europe

Yves Bertoncini, septembre 2020, 40 pages

Relocaliser la production après la pandémie ?

Paul-Adrien Hyppolite, septembre 2020, 46 pages

Qui paie ses dettes s'enrichit

Christian Pfister et Natacha Valla, septembre 2020, 37 pages

L'opinion européenne en 2019

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, septembre 2020, 212 pages

Les assureurs face au défi climatique

Arnaud Chneiweiss et José Bardaji, août 2020, 33 pages

Changements de paradigme

Josef Konvitz, juillet 2020, 20 pages

Hongkong : la seconde rétrocession

Jean-Pierre Cabestan et Laurence Daziano, juillet 2020, 62 pages

Tsunami dans un verre d'eau

Regard sur le vote Europe Écologie-Les Verts aux élections municipales de 2014 et de 2020 dans 41 villes de plus de 100 000 habitants Sous la direction de Dominique Reynié, juillet 2020, 44 pages

Innovation politique 2019 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2020, 412 pages

Innovation politique 2019 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2020, 400 pages

Covid-19 - États-Unis, Chine, Russie, les grandes puissances inquiètent l'opinion

Victor Delage, juin 2020, 16 pages

De la distanciation sociale à la distanciation intime

Anne Muxel, juin 2020, 24 pages

Covid-19 : Cartographie des émotions en France

Madeleine Hamel, mai 2020, 24 pages

Ne gaspillons pas une crise

Josef Konvitz, avril 2020, 23 pages

Retraites : leçons des réformes suédoises

Kristoffer Lundberg, avril 2020, 37 pages

Retraites : leçons des réformes belges

Frank Vandenbroucke, février 2020, 40 pages

Les biotechnologies en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, février 2020, 44 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France

AJC Paris et Fondation pour l'innovation politique, janvier 2020, 32 pages

OGM et produits d'édition du génome : enjeux réglementaires et géopolitiques

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 35 pages

Des outils de modification du génome au service de la santé humaine et animale

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 32 pages

Des plantes biotech au service de la santé du végétal et de l'environnement

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 32 pages

Le soldat augmenté : regards croisés sur l'augmentation des performances du soldat

CREC Saint-Cyr et la Fondation pour l'innovation politique, décembre 2019, 128 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (3)

Défendre l'économie européenne par la politique commerciale

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 52 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (2)

Les pratiques anticoncurrentielles étrangères

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 40 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (1)

Politique de concurrence et industrie européenne

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 36 pages

Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2019

Fondation pour l'innovation politique, novembre 2019, 80 pages

Vers des prix personnalisés à l'heure du numérique ?

Emmanuel Combe, octobre 2019, 46 pages

2022, le risque populiste en France (vague 1)

Un indicateur de la protestation électorale

Dominique Reynié, octobre 2019, 44 pages

La Cour européenne des droits de l'homme, protectrice critiquée des « libertés invisibles »

Jean-Luc Sauron, octobre 2019, 48 pages

1939, l'alliance soviéto-nazie : aux origines de la fracture européenne

Stéphane Courtois, septembre 2019, 51 pages

Saxe et Brandebourg. Percée de l'AfD aux élections régionales du 1^{er} septembre 2019

Patrick Moreau, septembre 2019, 26 pages

Campements de migrants sans-abri : Comparaisons européennes et recommandations

Julien Damon, septembre 2019, 44 pages

Vox, la fin de l'exception espagnole

Astrid Barrio, août 2019, 36 pages

**Élections européennes 2019. Le poids des électors
comparé au poids électoral des groupes parlementaires**

Raphaël Grelon et Guillemette Lano. Avec le concours de Victor Delage et Dominique Reynié,
juillet 2019, 22 pages

Allô maman bobo (2). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement

Nelly Garnier, juillet 2019, 40 pages

Allô maman bobo (1). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement

Nelly Garnier, juillet 2019, 44 pages

L'affaire Séralini. L'impasse d'une science militante

Marcel Kuntz, juin 2019, 35 pages

Démocraties sous tension

Sous la direction de Dominique Reynié, mai 2019,

volume I, Les enjeux, 156 pages ; **volume II**, Les pays, 120 pages

Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute

La longue gouvernance de Poutine

Michel Eltchaninoff, mai 2019, 31 pages

Politique du handicap : pour une société inclusive

Sophie Cluzel, avril 2019, 23 pages

Ferroviaire : ouverture à la concurrence, une chance pour la SNCF

David Valence et François Bouchard, mars 2019, 42 pages

Un an de populisme italien

Alberto Toscano, mars 2019, 33 pages

Une mosquée mixte pour un islam spirituel et progressiste

Eva Janadin et Anne-Sophie Monsinay, février 2019, 46 pages

Une civilisation électrique (2). Vers le réenchantement

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 34 pages

Une civilisation électrique (1). Un siècle de transformations

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 32 pages

Prix de l'électricité : entre marché, régulation et subvention

Jacques Percebois, février 2019, 42 pages

Vers une société post-carbone

Patrice Geoffron, février 2019, 36 pages

Énergie-climat en Europe : pour une excellence écologique

Emmanuel Tuchscherer, février 2019, 26 pages

Innovation politique 2018 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 544 pages

Innovation politique 2018 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 472 pages

L'opinion européenne en 2018

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, janvier 2019, 176 pages

La contestation animaliste radicale

Eddy Fougier, janvier 2019, 35 pages

Le numérique au secours de la santé

Serge Soudoplatoff, janvier 2019, 38 pages

Le nouveau pouvoir français et la coopération franco-japonaise

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2018, 204 pages

Les apports du christianisme à l'unité de l'Europe

Jean-Dominique Durand, décembre 2018, 29 pages

La crise orthodoxe (2). Les convulsions, du XIX^e siècle à nos jours

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 31 pages

La crise orthodoxe (1). Les fondations, des origines au XIX^e siècle

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 28 pages

La France et les chrétiens d'Orient, dernière chance

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 33 pages

Le christianisme et la modernité européenne (2)

Comprendre le retour de l'institution religieuse

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 30 pages

Le christianisme et la modernité européenne (1)

Récuser le déni

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 30 pages

Commerce illicite de cigarettes : les cas de Barbès-La Chapelle, Saint-Denis et Aubervilliers-Quatre-Chemins

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, novembre 2018, 64 pages

L'avenir de l'hydroélectricité

Jean-Pierre Corniou, novembre 2018, 41 pages

Retraites : Leçons des réformes italiennes

Michel Martone, novembre 2018, 33 pages

Les géants du numérique (2) : un frein à l'innovation ?

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 77 pages

Les géants du numérique (1) : magnats de la finance

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 56 pages

L'intelligence artificielle en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, novembre 2018, 40 pages

Alternative für Deutschland : établissement électoral

Patrick Moreau, octobre 2018, 49 pages

Les Français jugent leur système de retraite

Fondation pour l'innovation politique, octobre 2018, 28 pages

Migrations : la France singulière

Didier Leschi, octobre 2018, 34 pages

Les Français face à la crise démocratique : Immigration, populisme, Trump, Europe...

AJC Europe et la Fondation pour l'innovation politique, septembre 2018, 72 pages

La révision constitutionnelle de 2008 : un premier bilan

Préface d'Édouard Balladur et de Jack Lang

Hugues Hourdin, octobre 2018, 28 pages

Les « Démocrates de Suède » : un vote anti-immigration

Johan Martinsson, septembre 2018, 41 pages

Les Suédois et l'immigration (2) : fin du consensus ?

Tino Sanandaji, septembre 2018, 33 pages

Les Suédois et l'immigration (1) : fin de l'homogénéité ?

Tino Sanandaji, septembre 2018, 35 pages

Éthiques de l'immigration

Jean-Philippe Vincent, juin 2018, 35 pages

Les addictions chez les jeunes (14-24 ans)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2018, 56 pages

Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri et le Fonds Actions Addictions

Villes et voitures : pour une réconciliation

Jean Coldefy, juin 2018, 40 pages

France : combattre la pauvreté des enfants

Julien Damon, mai 2018, 32 pages

Que pèsent les syndicats ?

Dominique Andolfatto, avril 2018, 40 pages

L'élan de la francophonie : pour une ambition française (2)

Benjamin Boutin, mars 2018, 28 pages

L'élan de la francophonie : une communauté de langue et de destin (1)

Benjamin Boutin, mars 2018, 28 pages

L'Italie aux urnes

Sofia Ventura, février 2018, 29 pages

L'intelligence artificielle : l'expertise partout accessible à tous

Serge Soudoplatoff, février 2018, 40 pages

L'innovation à l'ère du bien commun

Benjamin Boscher, Xavier Pavie, février 2018, 44 pages

Libérer l'islam de l'islamisme

Mohamed Louizi, janvier 2018, 64 pages

Gouverner le religieux dans un état laïc

Thierry Rambaud, janvier 2018, 36 pages

L'opinion européenne en 2017

Dominique Reynié (dir.), Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 140 pages

Innovation politique 2017 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 492 pages

Innovation politique 2017 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 468 pages

Une « norme intelligente » au service de la réforme

Victor Fabre, Mathieu Kohmann, Mathieu Luinaud, décembre 2017, 28 pages

Autriche : virage à droite

Patrick Moreau, novembre 2017, 32 pages

Pour repenser le bac, réformons le lycée et l'apprentissage

Faÿçal Hafied, novembre 2017, 55 pages

Où va la démocratie ?

Sous la direction de Dominique Reynié, Plon, octobre 2017, 320 pages

Violence antisémite en Europe 2005-2015

Johannes Due Enstad, septembre 2017, 31 pages

Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne

Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 33 pages

Marché du travail : pour la réforme !

Faÿçal Hafied, juillet 2017, 45 pages

Le fact-checking : une réponse à la crise de l'information et de la démocratie

Farid Gueham, juillet 2017, 49 pages

Notre-Dame- des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés

Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 37 pages

France : les juifs vus par les musulmans. Entre stéréotypes et méconnaissances

Mehdi Ghouirgate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 38 pages

Dette publique : la mesurer, la réduire

Jean-Marc Daniel, avril 2017, 33 pages

Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière

Julien Damon, avril 2017, 36 pages

Former, de plus en plus, de mieux en mieux. L'enjeu de la formation professionnelle

Olivier Faron, avril 2017, 31 pages

**Les troubles du monde, l'islamisme et sa récupération populiste :
l'Europe démocratique menacée**

Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages

Porno addiction : nouvel enjeu de société

David Reynié, mars 2017, 34 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (2)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 52 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (1)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 38 pages

L'actif épargne logement

Pierre-François Gouiffès, février 2017, 31 pages

Réformer : quel discours pour convaincre ?

Christophe de Voogd, février 2017, 37 pages

De l'assurance maladie à l'assurance santé

Patrick Negaret, février 2017, 34 pages

Hôpital : libérer l'innovation

Christophe Marques et Nicolas Bouzou, février 2017, 30 pages

Le Front national face à l'obstacle du second tour

Jérôme Jaffré, février 2017, 33 pages

La République des entrepreneurs

Vincent Lorphelin, janvier 2017, 37 pages

Des startups d'État à l'État plateforme

Pierre Pezziardi et Henri Verdier, janvier 2017, 36 pages

Vers la souveraineté numérique

Farid Gueham, janvier 2017, 31 pages

Repenser notre politique commerciale

Laurence Daziano, janvier 2017, 35 pages

Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté

Julien Damon, décembre 2016, 25 pages

L'Autriche des populistes

Patrick Moreau, novembre 2016, 59 pages

L'Europe face aux défis du pétro-solaire

Albert Bressand, novembre 2016, 34 pages

Le Front national en campagnes. Les agriculteurs et le vote FN

Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 36 pages

Innovation politique 2016

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2016, 758 pages

Le nouveau monde de l'automobile (2) : les promesses de la mobilité électrique

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 48 pages

Le nouveau monde de l'automobile (1) : l'impasse du moteur à explosion

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 34 pages

L'opinion européenne en 2016

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2016, 224 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XX^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 39 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XIX^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 39 pages

Refonder l'audiovisuel public

Olivier Babeau, septembre 2016, 31 pages

La concurrence au défi du numérique

Charles-Antoine Schwerer, juillet 2016, 27 pages

Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité

Vincent Tournier, juin 2016, 51 pages

Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle

Nadia Henni-Moulai, juin 2016, 33 pages

La blockchain, ou la confiance distribuée

Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 35 pages

La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)

Sylvain Boulouque, mai 2016, 41 pages

Gouverner pour réformer : éléments de méthode

Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 54 pages

Les zadistes (2) : la tentation de la violence

Eddy Fougier, avril 2016, 29 pages

Les zadistes (1) : un nouvel anticapitalisme

Eddy Fougier, avril 2016, 29 pages

Régionales (2) : les partis, contestés mais pas concurrencés

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 39 pages

Régionales (1) : vote FN et attentats

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 45 pages

Un droit pour l'innovation et la croissance

Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud, février 2016, 38 pages

Le lobbying : outil démocratique

Anthony Escurat, février 2016, 32 pages

Valeurs d'islam

Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès, PUF, janvier 2016, 432 pages

Chiites et sunnites : paix impossible ?

Mathieu Terrier, janvier 2016, 29 pages

Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme

Daniel Hurstel, décembre 2015, 29 pages

Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels

Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 32 pages

L'opinion européenne en 2015

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, novembre 2015, 140 pages

La noopolitique : le pouvoir de la connaissance

Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 40 pages

Innovation politique 2015

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2015, 576 pages

Good COP21, Bad COP21 (2) : une réflexion à contre-courant

Albert Bressand, octobre 2015, 35 pages

Good COP21, Bad COP21 (1) : le Kant européen et le Machiavel chinois

Albert Bressand, octobre 2015, 34 pages

PME : nouveaux modes de financement

Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 30 pages

Vive l'automobilisme ! (2). Pourquoi il faut défendre la route

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 32 pages

Vive l'automobilisme ! (1). Les conditions d'une mobilité conviviale

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 27 pages

Crise de la conscience arabo-musulmane

Malik Bezouh, septembre 2015, 25 pages

Départementales de mars 2015 (3) : le second tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 41 pages

Départementales de mars 2015 (2) : le premier tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 43 pages

Départementales de mars 2015 (1) : le contexte

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 30 pages

Enseignement supérieur : les limites de la « mastérisation »

Julien Gonzalez, juillet 2015, 33 pages

Politique économique : l'enjeu franco-allemand

Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 22 pages

Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain

François Bazin, juin 2015, 35 pages

Économie de la connaissance

Idriss J. Aberkane, mai 2015, 40 pages

Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique

Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 44 pages

Unir pour agir : un programme pour la croissance

Alain Madelin, mai 2015, 42 pages

Nouvelle entreprise et valeur humaine

Francis Mer, avril 2015, 21 pages

Les transports et le financement de la mobilité

Yves Crozet, avril 2015, 23 pages

Numérique et mobilité : impacts et synergies

Jean Coldefy, avril 2015, 24 pages

Islam et démocratie : face à la modernité

Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 27 pages

Islam et démocratie : les fondements

Ahmad Al-Raysuni, mars 2015, 27 pages

Les femmes et l'islam : une vision réformiste

Asma Lamrabet, mars 2015, 36 pages

Éducation et islam

Mustapha Cherif, mars 2015, 34 pages

Que nous disent les élections législatives partielles depuis 2012 ?

Dominique Reynié, février 2015, 4 pages

L'islam et les valeurs de la République

Saad Khiari, février 2015, 34 pages

Islam et contrat social

Philippe Moulinet, février 2015, 29 pages

Le soufisme : spiritualité et citoyenneté

Bariza Khiari, février 2015, 46 pages

L'humanisme et l'humanité en islam

Ahmed Bouyerdene, février 2015, 46 pages

Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 32 pages

Coran, clés de lecture

Tareq Oubrou, janvier 2015, 32 pages

Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité

Éric Geoffroy, janvier 2015, 28 pages

Mémoires à venir

Dominique Reynié, janvier 2015, enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 156 pages

La classe moyenne américaine en voie d'effritement

Julien Damon, décembre 2014, 31 pages

Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes

Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages

L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages

Dominique Reynié, novembre 2014, 44 pages

La politique de concurrence : un atout pour notre industrie

Emmanuel Combe, novembre 2014, 42 pages

Européennes 2014 (2) : poussée du FN, recul de l'UMP et vote breton

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 44 pages

Européennes 2014 (1) : la gauche en miettes

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 30 pages

Innovation politique 2014

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2014, 554 pages

Énergie-climat : pour une politique efficace

Albert Bressand, septembre 2014, 47 pages

L'urbanisation du monde. Une chance pour la France

Laurence Daziano, juillet 2014, 34 pages

Que peut-on demander à la politique monétaire ?

Pascal Salin, mai 2014, 38 pages

Le changement, c'est tout le temps ! 1514 - 2014

Suzanne Baverez et Jean Sènié, mai 2014, 48 pages

Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France

Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages

L'opinion européenne en 2014

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, avril 2014, 284 pages

Taxer mieux, gagner plus

Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages

L'État innovant (2) : diversifier la haute administration

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 35 pages

L'État innovant (1) : renforcer les think tanks

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 43 pages

Pour un new deal fiscal

Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages

Faire cesser la mendicité avec enfants

Julien Damon, mars 2014, 35 pages

Le low cost, une révolution économique et démocratique

Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages

Un accès équitable aux thérapies contre le cancer

Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages

Réformer le statut des enseignants

Luc Chatel, janvier 2014, 7 pages

Un outil de finance sociale : les social impact bonds

Yan de Kerorguen, décembre 2013, 27 pages

Pour la croissance, la débureaucratisation par la confiance

Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément, novembre 2013, 37 pages

Les valeurs des Franciliens

Guénaëlle Gault, octobre 2013, 22 pages

Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec

Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 31 pages

Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées

Charles Beigbeder, juillet 2013, 5 pages

L'opinion européenne en 2013

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, juillet 2013, 268 pages

La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique

Laurence Daziano, juillet 2013, 29 pages

Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs

Albert Bressand, juillet 2013, 33 pages

La démobilité : travailler, vivre autrement

Julien Damon, juin 2013, 35 pages

Le Kapital. Pour rebâtir l'industrie

Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 32 pages

Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France

Les Arvernes, Fondation pour l'innovation politique, avril 2013, 12 pages

Les classes moyennes dans les pays émergents

Julien Damon, avril 2013, 26 pages

Innovation politique 2013

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2013, 652 pages

Relancer notre industrie par les robots (2) : les stratégies

Robin Rivaton, décembre 2012, 30 pages

Relancer notre industrie par les robots (1) : les enjeux

Robin Rivaton, décembre 2012, 40 pages

La compétitivité passe aussi par la fiscalité

Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages

Une autre politique monétaire pour résoudre la crise

Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 28 pages

La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?

Aldo Cardoso, novembre 2012, 5 pages

Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre...

Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 30 pages

Youth and Sustainable Development

Fondapol/Nomadéis/United Nations, juin 2012, 80 pages

La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité

Francis Charhon, mai / juin 2012, 34 pages

Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure

Julien Damon, mai 2012, 30 pages

Libérer le financement de l'économie

Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages

L'épargne au service du logement social

Julie Merle, avril 2012, 32 pages

L'opinion européenne en 2012

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2012, 210 pages

Valeurs partagées

Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages

Les droites en Europe

Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages

Innovation politique 2012

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2012, 648 pages

L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité

Charles Feuillerade, janvier 2012, 27 pages

Politique énergétique française (2) : les stratégies

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 31 pages

Politique énergétique française (1) : les enjeux

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 36 pages

Révolution des valeurs et mondialisation

Luc Ferry, janvier 2012, 27 pages

Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?

Sir Stuart Bell, décembre 2011, 32 pages

La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser

Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 34 pages

L'hospitalité : une éthique du soin

Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 29 pages

12 idées pour 2012

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2011, 110 pages

Les classes moyennes et le logement

Julien Damon, décembre 2011, 40 pages

Réformer la santé : trois propositions

Nicolas Bouzou, novembre 2011, 30 pages

Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008

Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 32 pages

La responsabilité

Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages

Le vote des classes moyennes

Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages

La compétitivité par la qualité

Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages

Les classes moyennes et le crédit

Nicolas Pécourt, octobre 2011, 40 pages

Portrait des classes moyennes

Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages

Morale, éthique, déontologie

Michel Maffesoli, octobre 2011, 33 pages

Sortir du communisme, changer d'époque

Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?

Malcolm Grimston, septembre 2011, 15 pages

La jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages

Pouvoir d'achat : une politique

Emmanuel Combe, septembre 2011, 42 pages

La liberté religieuse

Henri Madelin, septembre 2011, 31 pages

Réduire notre dette publique

Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 35 pages

Écologie et libéralisme

Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies

Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 22 pages

Contester les technosciences : leurs raisons

Eddy Fougier, juillet 2011, 34 pages

Contester les technosciences : leurs réseaux

Sylvain Boulouque, juillet 2011, 28 pages

La fraternité

Paul Thibaud, juin 2011, 26 pages

La transformation numérique au service de la croissance

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 45 pages

L'engagement

Dominique Schnapper, juin 2011, 26 pages

Liberté, Égalité, Fraternité

André Glucksmann, mai 2011, 30 pages

Quelle industrie pour la défense française ?

Guillaume Lagane, mai 2011, 21 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 33 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 28 pages

Où en est la droite ? L'Allemagne

Patrick Moreau, avril 2011, 50 pages

Où en est la droite ? La Slovaquie

Étienne Boisserie, avril 2011, 35 pages

Qui détient la dette publique ?

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

Le principe de précaution dans le monde

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 33 pages

Comprendre le Tea Party

Henri Hude, mars 2011, 31 pages

Où en est la droite ? Les Pays-Bas

Niek Pas, mars 2011, 31 pages

Productivité agricole et qualité des eaux

Gérard Morice, mars 2011, 36 pages

L'Eau : du volume à la valeur

Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 27 pages

Eau : comment traiter les micropolluants ?

Philippe Hartemann, mars 2011, 34 pages

Eau : défis mondiaux, perspectives françaises

Gérard Payen, mars 2011, 56 pages

L'irrigation pour une agriculture durable

Jean-Paul Renoux, mars 2011, 38 pages

Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles

Antoine Frérot, mars 2011, 28 pages

Où en est la droite ? L'Autriche

Patrick Moreau, février 2011, 36 pages

La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat

Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 28 pages

Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro

Wolfgang Glomb, février 2011, 34 pages

2011, la jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

L'opinion européenne en 2011

Dominique Reynié (dir.), Édition Lignes de Repères, janvier 2011, 254 pages

Administration 2.0

Thierry Weibel, janvier 2011, 45 pages

Où en est la droite ? La Bulgarie

Antony Todorov, décembre 2010, 28 pages

Le retour du tirage au sort en politique

Gil Delannoi, décembre 2010, 34 pages

La compétence morale du peuple

Raymond Boudon, novembre 2010, 26 pages

L'Académie au pays du capital

Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

Pour une nouvelle politique agricole commune

Bernard Bachelier, novembre 2010, 27 pages

Sécurité alimentaire : un enjeu global

Bernard Bachelier, novembre 2010, 27 pages

Les vertus cachées du low cost aérien

Emmanuel Combe, novembre 2010, 36 pages

Innovation politique 2011

Fondation pour l'innovation politique, PUF, novembre 2010, 676 pages

Défense : surmonter l'impasse budgétaire

Guillaume Lagane, octobre 2010, 30 pages

Où en est la droite ? L'Espagne

Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

Les vertus de la concurrence

David Sraer, septembre 2010, 40 pages

Internet, politique et coproduction citoyenne

Robin Berjon, septembre 2010, 28 pages

Où en est la droite ? La Pologne

Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 38 pages

Où en est la droite ? La Suède et le Danemark

Jacob Christensen, juillet 2010, 40 pages

Quel policier dans notre société ?

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 24 pages

Où en est la droite ? L'Italie

Sofia Ventura, juillet 2010, 32 pages

Crise bancaire, dette publique : une vue allemande

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 22 pages

Dette publique, inquiétude publique

Jérôme Fourquet, juin 2010, 28 pages

Une régulation bancaire pour une croissance durable

Nathalie Janson, juin 2010, 30 pages

Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole

Pascal Perri, mai 2010, 28 pages

Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?

Pascal Perrineau, mai 2010, 52 pages

L'opinion européenne en 2010

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mai 2010, 245 pages

Pays-Bas : la tentation populiste

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat

Pascal Perri, avril 2010, 26 pages

Où en est la droite ? La Grande-Bretagne

David Hanley, avril 2010, 30 pages

Renforcer le rôle économique des régions

Nicolas Bouzou, mars 2010, 28 pages

Réduire la dette grâce à la Constitution

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

Stratégie pour une réduction de la dette publique française

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

Iran : une révolution civile ?

Nader Vahabi, novembre 2009, 16 pages

Où va la politique de l'église catholique ? D'une querelle du libéralisme à l'autre

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

Agir pour la croissance verte

Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 8 pages

L'économie allemande à la veille des législatives de 2009

Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 7 pages

Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 50 pages

Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française

Lucien Jaume, juin 2009, 26 pages

La politique européenne de développement : une réponse à la crise de la mondialisation ?

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 30 pages

**La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs :
défense du statut, illustration du statu quo**

Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson David Bonneau, mai 2009, 40 pages

La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi

Élise Muir (dir.), mai 2009, 65 pages

Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ?

Une question de justice sociale et un problème démocratique

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

La réforme de l'enseignement supérieur en Australie

Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages

Les réformes face au conflit social

Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

L'opinion européenne en 2009

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2009, 237 pages

Travailler le dimanche : qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?

Sondage, analyse, éléments pour le débat

Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

Stratégie européenne pour la croissance verte

Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 125 pages

**Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-allemands
sur trois priorités de la présidence française de l'UE**

Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

Retrouvez notre actualité et nos publications sur fondapol.org

SOUTENEZ LA FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE !

Pour renforcer son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondation pour l'innovation politique, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Ils sont invités à participer chaque année à la convention générale qui définit ses orientations. La Fondation pour l'innovation politique les convie régulièrement à rencontrer ses équipes et ses conseillers, à discuter en avant-première de ses travaux, à participer à ses manifestations.

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondation pour l'innovation politique peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

Vous êtes une entreprise, un organisme, une association

Avantage fiscal : votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % à imputer directement sur l'IS (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5 % du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans) (art. 238 bis du CGI).

Dans le cas d'un don de 20 000 €, vous pourrez déduire 12 000 € d'impôt, votre contribution aura réellement coûté 8 000 € à votre entreprise.

Vous êtes un particulier

Avantages fiscaux : au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % de vos versements, dans la limite de 20 % du revenu imposable (report possible durant 5 ans) ; au titre de l'IFI, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 75 % de vos dons versés, dans la limite de 50 000 €.

Dans le cas d'un don de 1 000 €, vous pourrez déduire 660 € de votre IR ou 750 € de votre IFI. Pour un don de 5 000 €, vous pourrez déduire 3 300 € de votre IR ou 3 750 € de votre IFI.

contact : Anne Flambert + 33 (0)1 47 53 67 09 anne.flambert@fondapol.org

LE FPÖ AU DÉFI DE L'EUROPE : RADICALITÉ IDÉOLOGIQUE ET CONTRAINTE ÉLECTORALE EN AUTRICHE

Par Patrick MOREAU

L'année 2024 est, pour l'Autriche, une année électorale dense avec les élections européennes, les élections au Conseil national (l'équivalent de nos élections législatives), deux élections régionales et les très nombreuses consultations communales. Or, dans le monde, les bouleversements géopolitiques, de l'Ukraine à Gaza, la possible élection de Donald Trump à la tête des États-Unis et les risques de conflit avec la Russie ont enflammé les débats sur la sécurité et la neutralité de l'Autriche. Par ailleurs, l'inflation élevée, tout comme les mesures sur la protection du climat, sont devenues d'après sujets de débat. Dans ce contexte, les partis politiques autrichiens se positionnent pour les européennes. Mais il ne s'agit que d'une étape vers l'élection au Conseil national à l'automne, éventuellement à plus court terme si la coalition au pouvoir ÖVP/Vers échoue à maîtriser ces problématiques au cœur desquelles il faut ajouter la question brûlante de l'antisémitisme et les sympathies de nombre de migrants pour le Hamas. Herbert Kickl, à la tête du FPÖ, parti national-populiste, s'est proclamé « Chancelier du peuple », et a annoncé vouloir transformer radicalement le système politique autrichien, voire au-delà, celui de l'Union européenne.

Cette étude a été publiée en avril 2024 et actualisée en octobre 2024, suite aux élections au Conseil national d'Autriche le 29 septembre 2024.

Les médias

**ANTHROPO
TECHNIE**
LES ENJEUX DE L'HUMAIN AUGMENTÉ



Le site internet

fondapol.org



Les données en open data

data.fondapol



978 2 36408 321 9

ISBN : 978-2-36408-321-9

5 €